



Assemblée générale

Distr. générale
22 juillet 2026
Français
Original : anglais

Quatre-vingt-unième session

Point 15 c) de l'ordre du jour provisoire*

Questions de politique macroéconomique

Soutenabilité de la dette extérieure et développement

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport établi par le secrétariat de la CNUCED.

* [A/81/150](#).



Rapport établi par le secrétariat de la CNUCED sur la soutenabilité de la dette extérieure et le développement

Résumé

Dans le présent rapport, établi en application de la résolution [80/123](#) de l'Assemblée générale, le secrétariat de la CNUCED analyse les indicateurs de base de la soutenabilité de la dette extérieure des pays en développement en 2025, en faisant ressortir les disparités entre les pays dans leur capacité d'assurer le service de leur dette alors que les taux d'intérêt restent élevés et la croissance économique modérée. La dégradation persistante de la soutenabilité de la dette extérieure, conjuguée à la baisse de l'aide publique au développement, est particulièrement préoccupante pour les pays à faible revenu et les pays les moins avancés. Comme solution de remplacement au financement extérieur, le recours à l'emprunt intérieur s'est rapidement accru ces dernières années et va de pair avec une moindre vulnérabilité extérieure et une plus grande autonomie dans la conduite des politiques publiques. Il est toutefois plus coûteux et peut créer de nouvelles fragilités sur les marchés financiers nationaux. Sont également présentées dans le présent rapport les initiatives relatives à la dette souveraine dont la mise en œuvre a progressé depuis l'adoption de l'Engagement de Séville en juillet 2025, ainsi que, pour conclure, des propositions nationales et multilatérales visant à remédier aux problèmes de dette souveraine et de développement que connaissent de nombreux pays en développement.

I. Introduction

1. En 2025 et au début de 2026, le financement extérieur est resté imprévisible, insuffisant et coûteux, et n'a donc pas permis de répondre aux priorités actuelles de développement des pays en développement. Si l'année 2025 a été marquée par les incertitudes liées aux politiques commerciales, les conditions d'emprunt des pays en développement se sont légèrement améliorées, les rendements moyens des obligations souveraines ayant diminué parallèlement à l'assouplissement de la politique monétaire dans les économies développées. Dans le même temps, le nombre de pays admissibles au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance présentant un risque élevé de surendettement a diminué, passant de 26 à 24, tandis que le nombre de pays déjà surendettés est resté inchangé¹. À l'inverse, au premier semestre de 2026, les risques géopolitiques se sont accentués sous l'effet du conflit dans le golfe Persique et des perturbations de l'approvisionnement énergétique qui en ont découlé, tandis que les tensions inflationnistes et la volatilité sur les marchés obligataires, boursiers et des changes se sont accrues².

2. Les pays en développement ont attiré les investisseurs internationaux en 2025 grâce à des rendements avantageux, mais font face en 2026 à un risque accru de sorties de capitaux, les investisseurs étant susceptibles de privilégier des actifs qu'ils jugent plus sûrs. Si la liquidité des marchés de capitaux diminuait encore et que la politique monétaire venait à se resserrer, les coûts de financement pourraient augmenter, ce qui compliquerait le refinancement de la dette et les nouvelles émissions obligataires des pays en développement. Les taux directeurs des banques centrales devant rester élevés plus longtemps, en particulier dans les économies développées, les financements multilatéraux et bilatéraux demeureront eux aussi coûteux.

3. Après avoir diminué de 8,5 % en 2024 puis de 23,1 % en 2025, l'aide publique au développement devrait encore reculer de 6,9 % en 2026³, les baisses les plus marquées concernant les flux nets à destination des pays les moins avancés et, sur le plan régional, des pays d'Afrique subsaharienne. L'accès au financement extérieur s'en trouvera encore plus limité, ce qui constituera un obstacle supplémentaire à l'obtention de résultats dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale dans les pays à faible revenu.

4. Les pays en développement sont soumis à une pression accrue sur deux fronts : les incertitudes géopolitiques limitent l'accès au financement extérieur et maintiennent le coût financier de la dette extérieure à un niveau élevé, tout en réduisant la capacité d'assurer le service de la dette par leurs effets sur la croissance économique, les recettes d'exportation et les recettes publiques, en particulier dans les pays importateurs d'énergie. Le Fonds monétaire international (FMI) a révisé à la baisse ses prévisions de croissance mondiale, qui s'établissent à 3 % pour 2026 comme pour 2027, contre 3,5 % en 2025. L'inflation devrait passer de 4,1 % en 2025 à 4,7 % en 2026, puis revenir à 3,9 % en 2027. Toutefois, les risques de dégradation des perspectives économiques demeurent prédominants⁴. Selon les projections de la CNUCED, la croissance du commerce mondial de marchandises pourrait ralentir,

¹ Voir <https://www.imf.org/external/Pubs/ft/dsa/DSAlist.pdf>.

² CNUCED, Perspectives du commerce et du développement à l'horizon 2026 : l'économie mondiale face à un défi géopolitique (UNCTAD/GDS/2026/1).

³ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), « Projections de l'APD pour 2026 et à court terme : implications pour les pays et secteurs vulnérables », Notes de synthèse de l'OCDE, (Publications de l'OCDE, Paris, 2026).

⁴ FMI, *Perspectives de l'économie mondiale : l'économie mondiale menacée par la guerre* (Washington, 2026).

passant de 4,7 % en 2025 à une fourchette comprise entre 1,5 % et 2,5 % en 2026, selon la rapidité avec laquelle le conflit dans le golfe Persique sera réglé⁵.

5. La plupart des pays en développement devraient donc continuer de disposer de possibilités de financement extérieur limitées et assorties de coûts plus élevés. En outre, il ressort de la section III du présent rapport que le recours au financement intérieur a lui aussi un coût. Dans ce contexte, le présent rapport fait le point sur les initiatives relatives à la dette menées au sein et en dehors du système des Nations Unies et présente divers moyens que les pays pourraient envisager pour réduire le coût de leur dette et améliorer leur accès au financement du développement.

II. Principales tendances de la soutenabilité de la dette extérieure des pays en développement

6. L'analyse porte sur l'évolution de la dette extérieure dans 142 pays considérés comme des pays en développement selon les classifications statistiques des Nations Unies. Elle repose, pour 111 pays en développement, sur la base de données de la Banque mondiale sur les statistiques de la dette internationale (International Debt Statistics) et, pour 19 autres pays, sur des données du FMI et des sources nationales officielles. On ne dispose pas de données comparables sur la dette pour les 12 autres pays en développement, qui sont pour la plupart de petits États insulaires en développement. Comme les pays en développement ne connaissent pas tous la même situation en matière de dette, ils sont également regroupés dans l'analyse selon leur niveau de développement, leur catégorie de revenu définie par la Banque mondiale et leur région géographique selon la classification de l'ONU. Un même pays en développement peut figurer dans chacun de ces groupes.

7. L'emprunt extérieur pouvant jouer un rôle crucial pour répondre aux besoins de liquidité à court terme et financer le développement à long terme, les tendances observées cette année en matière de dette sont préoccupantes pour les pouvoirs publics⁶ et les entreprises des pays en développement qui doivent mobiliser des ressources financières en complément de celles disponibles au niveau national. Quatre grandes tendances influent sur la soutenabilité de la dette extérieure des pays en développement et sur les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement durable.

8. Premièrement, l'emprunt à l'étranger et ses différentes composantes n'ont progressé que lentement au cours d'une année marquée par des chocs commerciaux et une forte volatilité des marchés financiers. Deuxièmement, aucun progrès n'a été enregistré dans le recours aux crédits du FMI et aux allocations de droits de tirage spéciaux (DTS). Troisièmement, les remboursements du principal de la dette à long terme ont diminué dans quelques économies en développement en 2025, ce qui a contribué à réduire le coût global du service de la dette. Quatrièmement, les différents groupes de pays en développement ne bénéficient pas dans la même mesure des avantages éventuels liés à l'évolution de l'encours, des sources et du coût de la dette.

9. Les gouvernements et les décideurs doivent à la fois assurer une gestion soutenable de leur dette et mobiliser, à un coût raisonnable, des financements

⁵ CNUCED, Perspectives du commerce et du développement à l'horizon 2026 : l'économie mondiale face à un défi géopolitique (UNCTAD/GDS/2026/1).

⁶ Les attributions et fonctions respectives des administrations nationales, provinciales, régionales et locales varient d'un pays à l'autre. Dans le présent rapport, les termes « pouvoirs publics » et « administrations publiques » désignent l'ensemble des administrations qui participent à la planification, à l'exécution et au contrôle des politiques, services et projets destinés à servir l'intérêt général.

supplémentaires d'une ampleur suffisante pour réaliser les investissements indispensables. Si les pays en développement mobilisent de plus en plus leurs ressources intérieures, celles-ci peuvent être coûteuses et tous n'y ont pas accès dans la même mesure. À bien des égards, il reste essentiel de pouvoir mobiliser des financements extérieurs d'une ampleur accrue et à un coût raisonnable.

A. Faible progression de l'emprunt et sous-utilisation des droits de tirage spéciaux

10. L'encours total de la dette extérieure des pays en développement a continué d'augmenter en 2025 pour atteindre 12 300 milliards de dollars. La croissance économique est toutefois demeurée nettement plus faible qu'avant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) (figure I). Après s'être établie en moyenne à 7,2 % par an entre 2015 et 2021, la croissance économique est tombée à seulement 2,1 % par an entre 2021 et 2025. Ce rythme ne suffit pas à combler le déficit de financement des objectifs de développement durable, qui est estimé à plus de 4 000 milliards de dollars par an⁷. L'encours de la dette extérieure a augmenté de 508 milliards de dollars en 2025, soit 12 % des financements supplémentaires nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable.

11. Le volume de la dette n'est pas le seul facteur déterminant pour le développement : la composition de la dette compte elle aussi beaucoup, et les tendances sont préoccupantes à plusieurs égards. Le recours aux crédits du FMI et aux allocations de DTS a progressé modestement en 2024 et 2025, mais est resté en deçà du niveau enregistré en 2021.

12. En raison de leurs caractéristiques propres, les droits de tirage spéciaux sont particulièrement utiles au développement⁸. Les droits de tirage spéciaux étant des avoirs de réserve émis par le FMI et alloués aux pays en proportion de leur quote-part au Fonds, les allocations inutilisées peuvent être réaffectées, par l'intermédiaire des fonds fiduciaires du FMI ou de banques multilatérales de développement agréées comme détenteurs, de manière à fournir des liquidités essentielles à des fins déterminées. Pourtant, bien que l'intérêt des DTS pour les pays en développement soit de plus en plus reconnu, seuls 8 milliards de dollars, soit 7 % des 114,7 milliards de dollars de DTS dont la réaffectation avait été promise, avaient été décaissés à la fin de mars 2026⁹. En outre, des institutions telles que la Banque africaine de développement et la Banque interaméricaine de développement pourraient mobiliser les financements dont les programmes de développement ont grand besoin en intensifiant leur recours aux DTS réaffectés, mais ce potentiel reste à concrétiser.

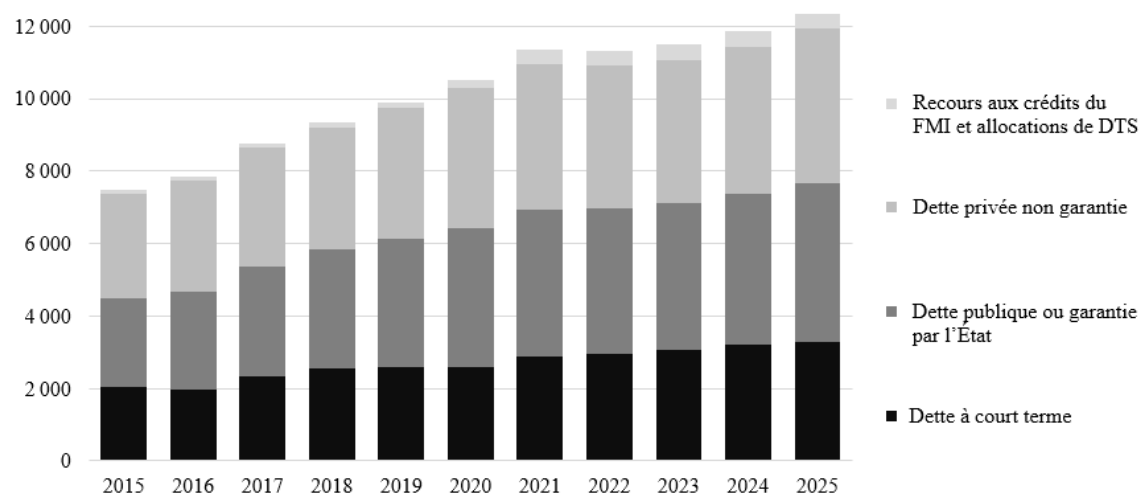
⁷ CNUCED, Financement du développement : flux extérieurs de capitaux vers les pays en développement et coût du financement (UNCTAD/GDS/2026/2).

⁸ CNUCED, Rapport sur le commerce et le développement 2022 – Perspectives de développement dans un monde fracturé : désordre mondial et réponses régionales (Genève, 2023, p. 174).

⁹ FMI, outil d'interrogation des données financières du FMI ; FMI, « 2026 Update of Resource Adequacy of the Poverty Reduction and Growth Trust, Resilience and Sustainability Trust, and Debt Relief Trusts », IMF Policy Paper (Washington, 2026).

Figure I
Encours total de la dette extérieure des pays en développement : volume et composition

(En milliards de dollars des États-Unis)



Source : calculs de la CNUCED, d'après des données de la Banque mondiale, du FMI et de sources nationales.

13. En 2025, l'encours total de la dette était constitué à 34 % de dette privée non garantie et à 27 % de dette à court terme. La plupart des pays en développement ont du mal à financer les infrastructures et les investissements sociaux à long terme, publics ou axés sur le développement, les prêts assortis d'échéances éloignées nécessaires à ce type d'investissements structurants étant généralement accordés directement aux pouvoirs publics ou à des organismes d'exécution bénéficiant d'une garantie publique¹⁰. La dette publique ou garantie par l'État ne représentait toutefois que 36 % de l'encours total de la dette extérieure en 2025, une part inférieure à celle enregistrée avant la pandémie de COVID-19.

B. Baisse du coût du service de la dette et persistance des tensions

14. Le service total de la dette des pays en développement a reculé à 1 600 milliards de dollars en 2025, soit une baisse de 200 milliards par rapport à 2023¹¹. Cependant, le service de la dette publique ou garantie par l'État a augmenté en 2024, puis n'a reculé que d'environ 7 milliards de dollars en 2025, ce qui laisse penser que la baisse globale du service de la dette tenait surtout à la dette privée non garantie.

15. Par ailleurs, la baisse du coût total du service de la dette extérieure ne s'explique pas entièrement par une diminution du coût du capital. Elle s'explique plutôt par une diminution des remboursements du principal dans quelques grandes économies en développement, qui a fait baisser le chiffre global sans alléger la pression pesant sur la plupart des pays ; en effet, le taux d'intérêt moyen est resté élevé en 2025¹², et la charge d'intérêts a continué d'augmenter. En 2025, le coût financier total de la dette

¹⁰ CNUCED, *Rapport sur le commerce et le développement 2023 : Croissance, dette et climat – Réformer l'architecture financière internationale* (publication des Nations Unies, 2024), p. 151 à 154.

¹¹ Calculs de la CNUCED, d'après des données de la Banque mondiale, du FMI et de sources nationales.

¹² UNCTAD/GDS/2026/2.

extérieure à long terme a bondi de près de 14 % (figure II.A). Compte tenu des événements dans le golfe Persique, qui devraient limiter la liquidité et maintenir plus longtemps les taux directeurs à un niveau élevé dans les pays développés, les perspectives d'amélioration restent faibles pour 2026.

Figure II.A

Évolution comparée des composantes du service de la dette à long terme

(Indice : 2015 = 100)

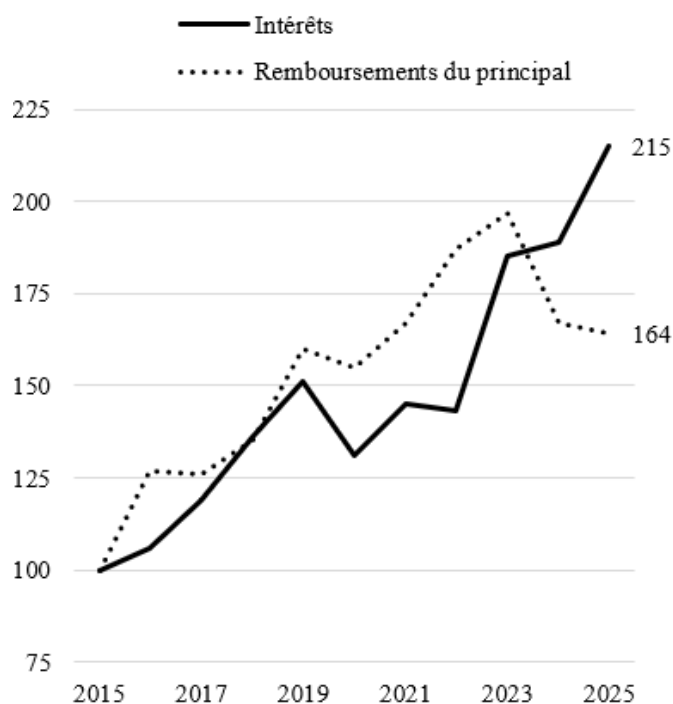
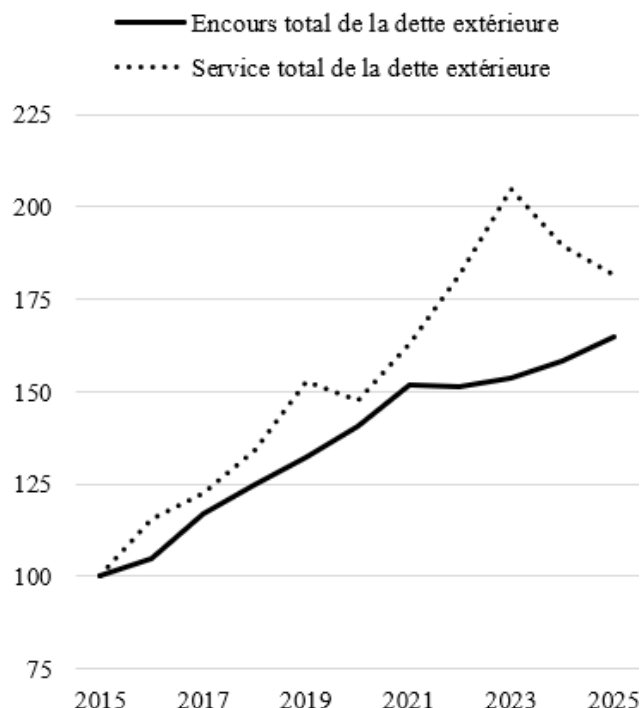


Figure II.B

Évolution comparée de l'encours de la dette extérieure et du service total de la dette

(Indice : 2015 = 100)



Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des données de la Banque mondiale, du FMI et de sources nationales.

16. Malgré cette modération récente, le service de la dette extérieure a augmenté beaucoup plus rapidement que l'encours de la dette : entre 2015 et 2025, il a progressé de 81 %, contre 65 % pour l'encours (figure II.B). Cette situation témoigne des inégalités persistantes dans l'accès des pays en développement aux marchés financiers mondiaux et dans leurs conditions de financement.

17. Alors que quelques grandes économies ont pu réduire sensiblement leurs coûts de service en remboursant une part importante de leur encours de dette privée non garantie, la plupart des pays en développement se trouvent dans une situation très différente. Selon les dernières données de la Banque mondiale ventilées par pays, le coût du service de la dette a augmenté dans 83 pays en 2024 et diminué dans 47 seulement. En outre, dans la plupart des pays en développement, les taux actuellement pratiqués sur les marchés restent supérieurs à ceux auxquels une grande partie de l'encours de la dette avait initialement été émise, ce qui limite les possibilités de refinancement à moindre coût et exerce une pression à la hausse sur les taux d'intérêt moyens et le coût financier total¹³.

¹³ Ibid.

C. Disparités entre les pays en matière de soutenabilité de la dette

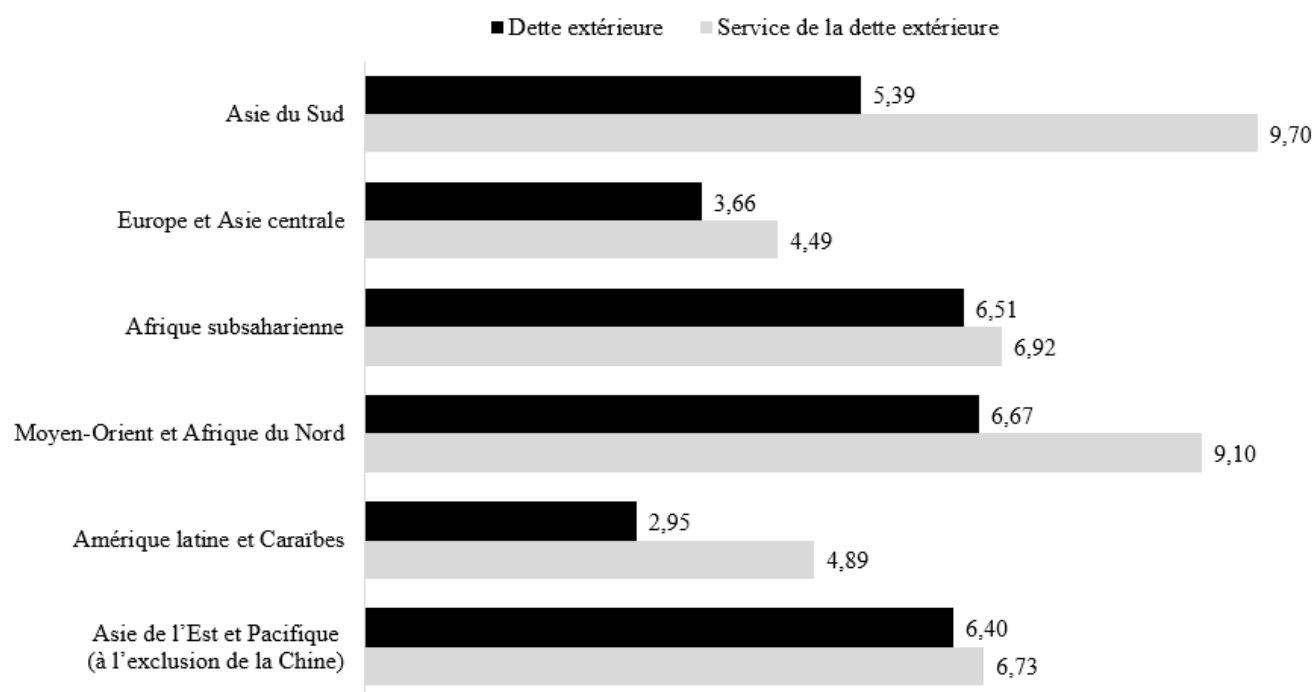
18. C'est en Asie du Sud ainsi qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord que le coût du service de la dette a le plus fortement augmenté par rapport à l'encours de la dette (figure III).

19. De même, l'analyse par niveau de revenu et selon les autres catégories de pays montre que les pays à faible revenu et les pays les moins avancés ont été les plus touchés (figure IV). Or, ces pays sont à la fois ceux dont les besoins sont les plus grands et ceux qui ont généralement le plus de difficultés à accéder à d'autres sources de financement.

Figure III

Variation annuelle moyenne de l'encours de la dette extérieure et du service de la dette, par région, 2015-2025

(En pourcentage)

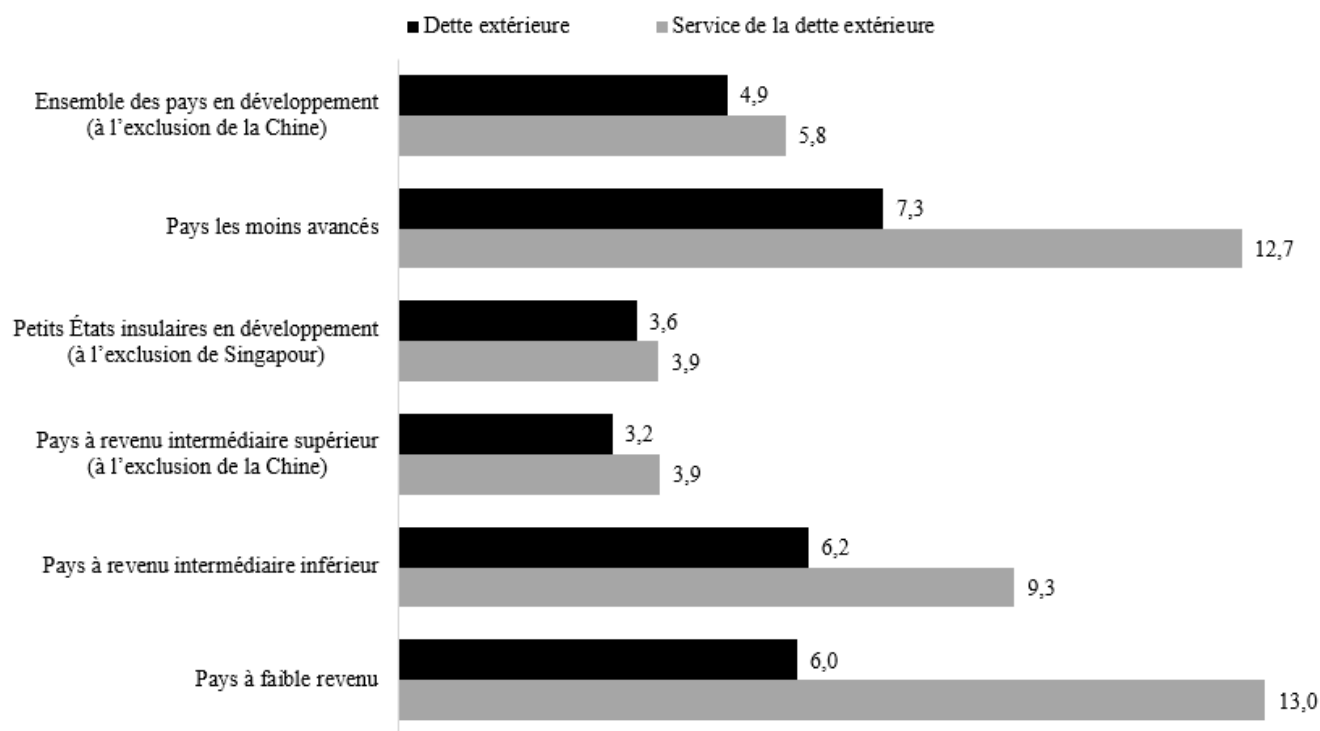


Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des données de la Banque mondiale, du FMI et de sources nationales.

Figure IV

Variation annuelle moyenne de l'encours de la dette extérieure et du service de la dette, par niveau de revenu et pour d'autres groupes de pays, 2015-2025

(En pourcentage)

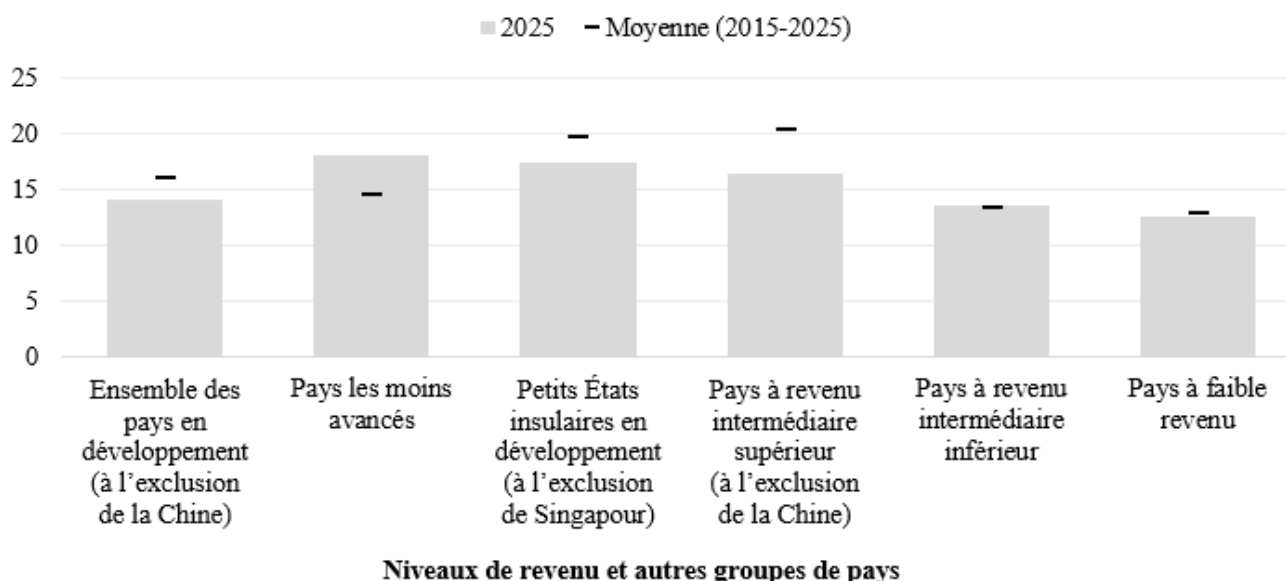
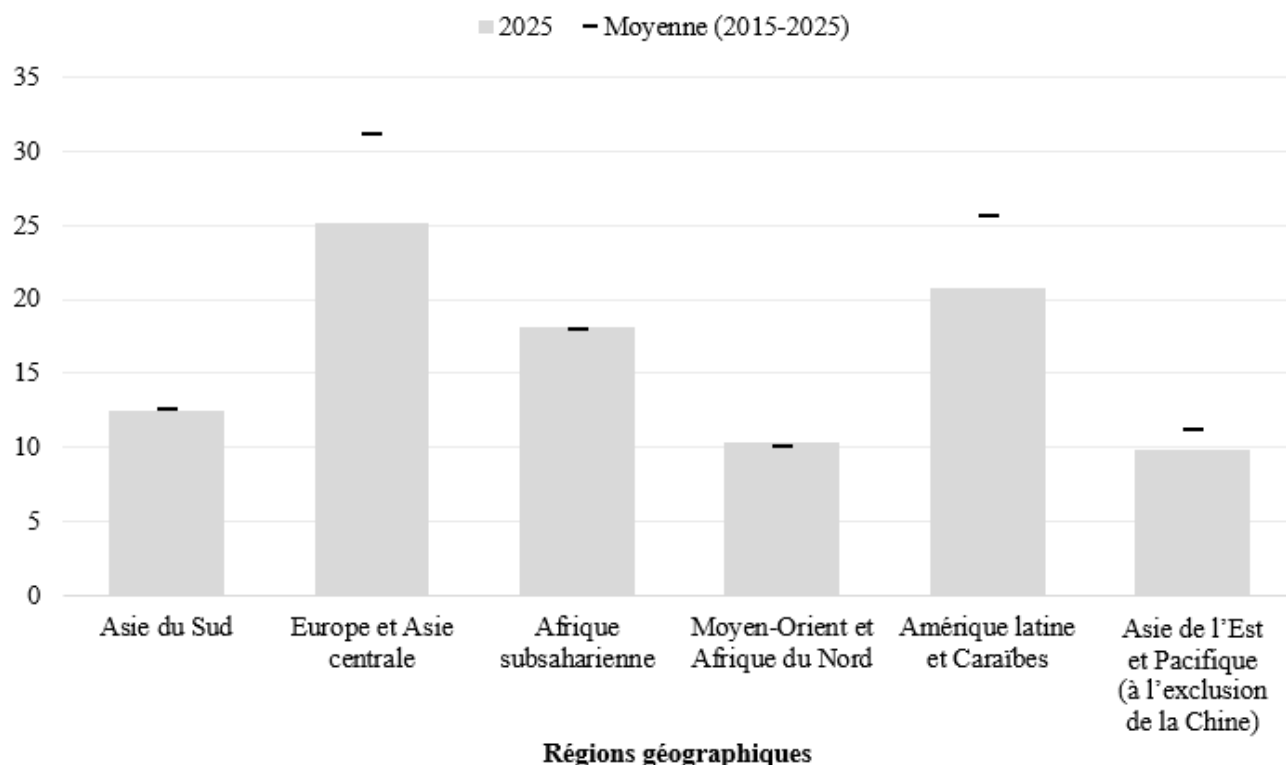


Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des données de la Banque mondiale, du FMI et de sources nationales.

20. Comme le montre la figure V, la situation en matière de soutenabilité de la dette extérieure a évolué différemment en 2025 selon les régions et les groupes de revenu. Pour l'ensemble des pays en développement, à l'exclusion de la Chine, le service de la dette extérieure rapporté aux recettes d'exportation était pratiquement au même niveau qu'en 2015, tout en restant inférieur au pic de 2020 (voir annexe, figure A.II). Par rapport à la moyenne de la période 2015-2025, la situation en matière de soutenabilité de la dette extérieure s'est quelque peu améliorée en 2025 en Europe et en Asie centrale, en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi qu'en Asie de l'Est et dans le Pacifique, hors Chine. La situation s'est également quelque peu améliorée dans les petits États insulaires en développement, à l'exclusion de Singapour, ainsi que dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, à l'exclusion de la Chine. Toutefois, la plupart de ces progrès demeurent modestes. Dans les autres régions et groupes de pays, les tendances à long terme se sont soit maintenues, soit encore dégradées, en particulier dans les pays les moins avancés, qui consacrent désormais 18,2 % de leurs recettes d'exportation au paiement de leurs créanciers extérieurs.

Figure V
Service de la dette extérieure rapporté aux recettes d'exportation dans les pays en développement en 2025

(En pourcentage)



Source : secrétariat de la CNUCED, d'après des données de la Banque mondiale, du FMI et de sources nationales.

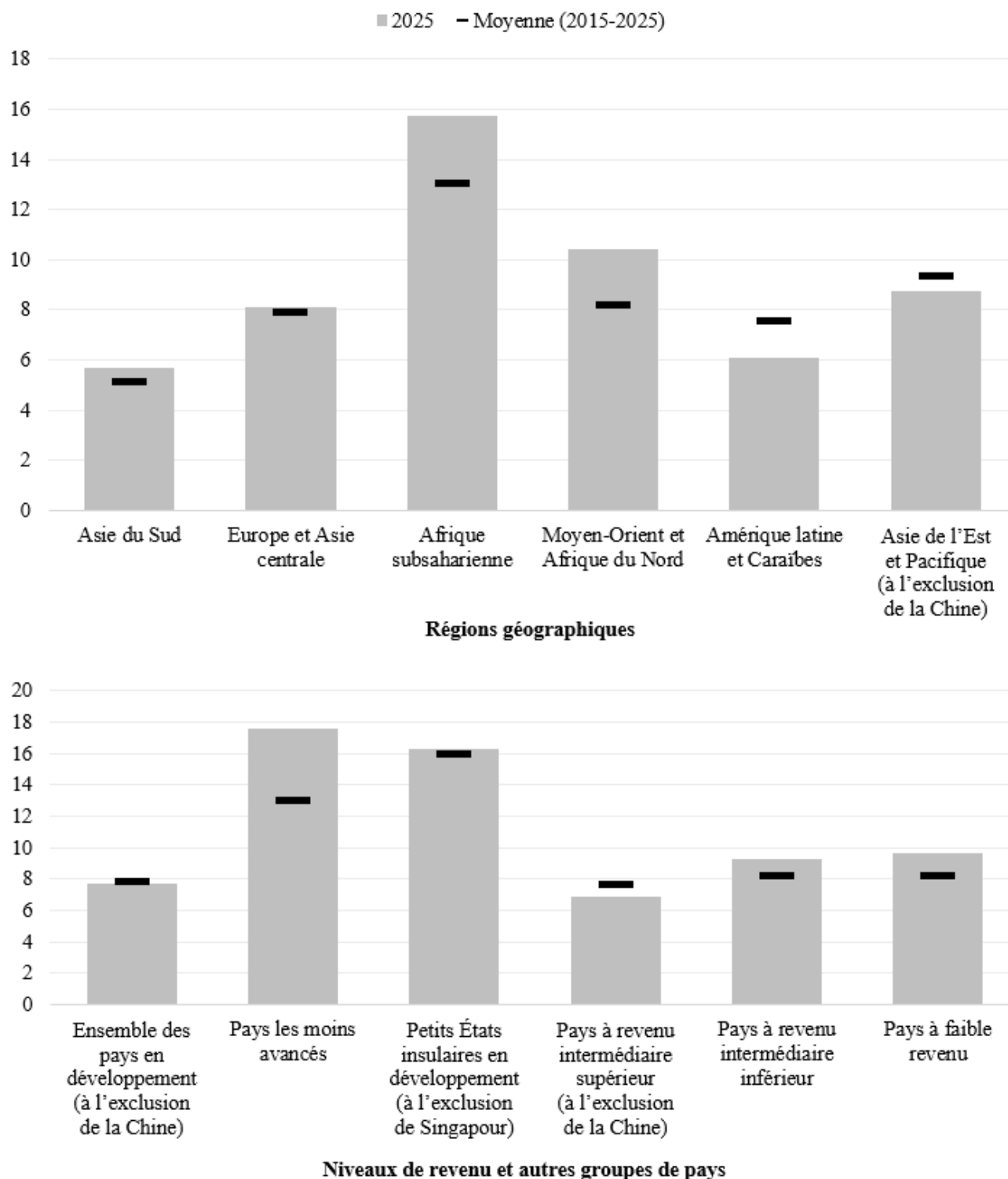
21. Le coût du service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État pèse également sur la marge d'action budgétaire. Comme le montre la figure VI, pour l'ensemble des pays en développement, à l'exclusion de la Chine, le coût du service

de la dette extérieure publique ou garantie par l'État représentait 7,7 % des recettes publiques en 2025. Ce ratio s'est certes amélioré par rapport au pic de 10,1 % atteint en 2020, mais il est resté constamment supérieur aux 6 % enregistrés en 2015 (voir annexe, figure A.II). En Afrique subsaharienne, le ratio atteignait 15,7 %, un niveau nettement supérieur à celui de toutes les autres régions et plus de deux fois plus élevé que pour l'ensemble des pays en développement, à l'exclusion de la Chine. Cette situation compromet la capacité des pays de la région à fournir des services publics de base et à financer les investissements connexes. De même, le coût du service de la dette extérieure représentait en moyenne 17,6 % des recettes publiques totales dans les pays les moins avancés et 16,3 % dans les petits États insulaires en développement. En 2025, le ratio était également moins favorable que le ratio moyen de long terme dans presque toutes les régions et catégories de pays, les seules exceptions étant l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie de l'Est et le Pacifique, à l'exclusion de la Chine, et les pays à revenu intermédiaire supérieur, à l'exclusion de la Chine, ce qui montre que la capacité des pays à financer les dépenses hors intérêts, notamment celles liées aux objectifs de développement durable, demeure sous pression.

Figure VI

Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État rapporté aux recettes publiques dans les pays en développement en 2025

(En pourcentage)



Source : calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données de la Banque mondiale, du FMI et de sources nationales.

III. Financement des objectifs de développement durable : quel rôle pour le financement intérieur ?

22. En 2024, le montant total des financements extérieurs provenant de non-résidents et destinés aux pays en développement, comprenant les flux d'investissements directs, d'investissements de portefeuille et d'autres investissements ainsi que les transferts d'autres gouvernements, s'est élevé à 1 500 milliards de dollars et se répartissait entre les instruments de capitaux propres (45 %), les instruments de dette (52 %) et les transferts d'autres gouvernements (3 %)¹⁴. En 2014, ces flux dépassaient 1 800 milliards de dollars, avec une répartition par instrument similaire.

23. La contribution des flux extérieurs au financement de la formation brute de capital des pays en développement a nettement diminué entre 2014 et 2024, passant de 20 % à 11 %. Comme le montre la figure VII, cette baisse a été observée dans toutes les catégories de revenu et dans toutes les régions des pays en développement, sauf au Moyen-Orient et en Afrique du Nord¹⁵. En 2024, les flux extérieurs à destination des pays développés représentaient 38 % de la formation brute de capital de ces pays.

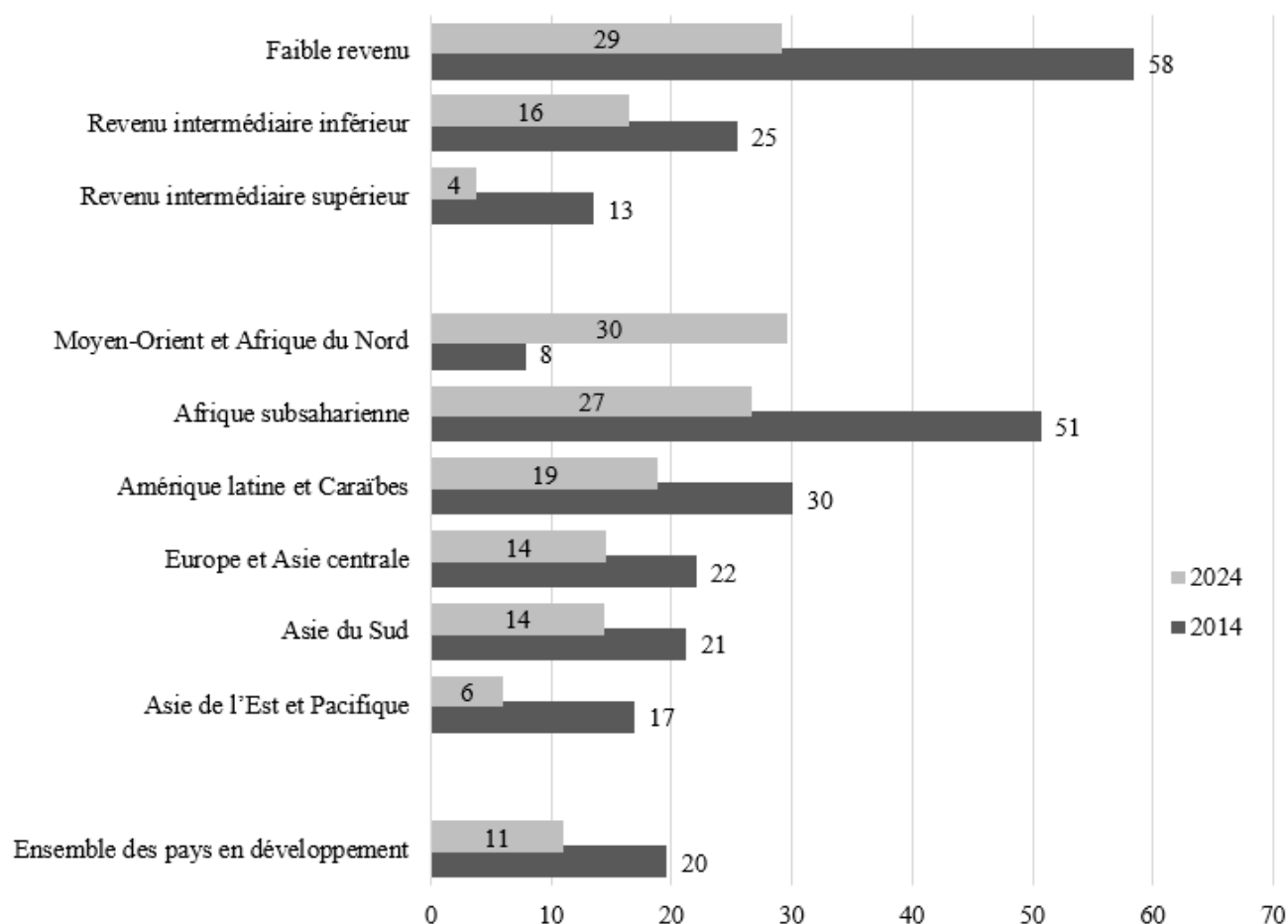
¹⁴ Ibid.

¹⁵ Ce résultat global s'explique en partie par l'importance des flux à destination de trois pays développés en 2024.

Figure VII

Flux financiers provenant de non-résidents rapportés à la formation brute de capital, par catégorie de revenu et par région

(En pourcentage)



Source : calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données du FMI et de la Banque mondiale.

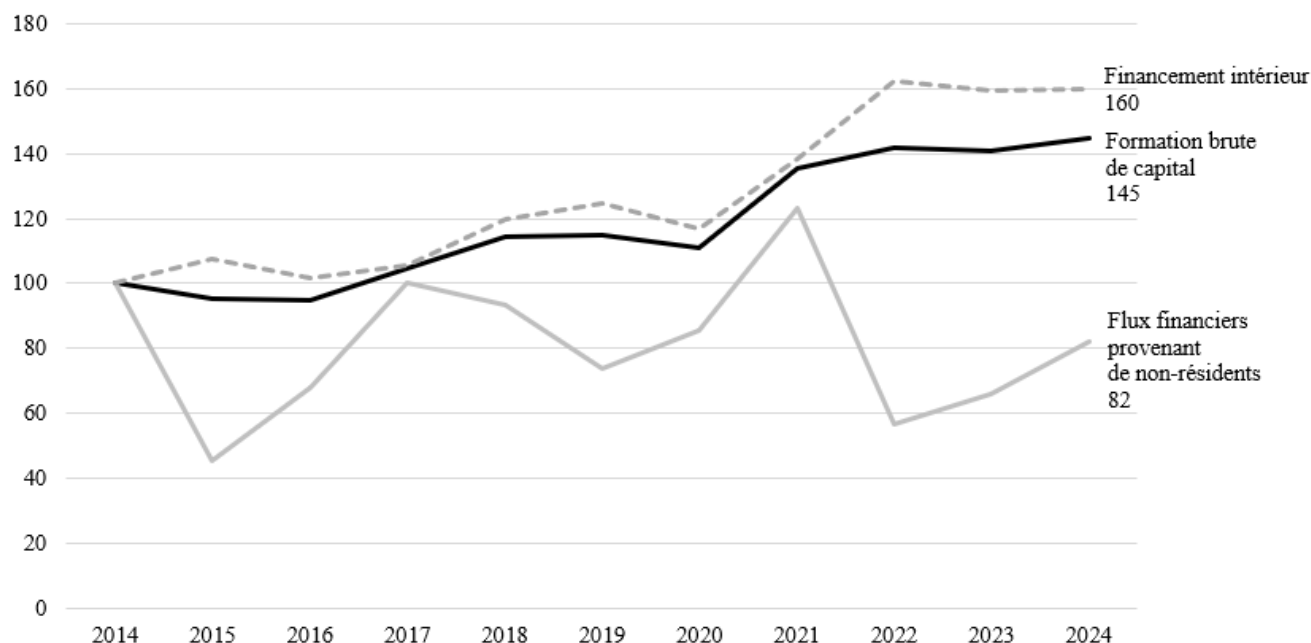
24. La moindre contribution du financement extérieur pourrait certes témoigner d'une autonomie et d'une résilience accrues, mais la baisse concomitante des flux provenant de non-résidents et la stagnation des progrès vers la plupart des cibles des objectifs de développement durable montrent que cette tendance est défavorable au développement durable. À l'heure actuelle, 18 % seulement des cibles sont en bonne voie, 17 % enregistrent des progrès modérés, 48 % des progrès insuffisants et 18 % ont régressé en deçà de leur niveau de référence de 2015¹⁶. Comme le montre la figure VIII, entre 2014 et 2024, la formation brute de capital des pays en développement a progressé de 45 % et le financement intérieur de 60 %, alors que les nouveaux flux extérieurs provenant de non-résidents ont reculé de 18 %. Il convient de noter que le financement intérieur et la formation brute de capital sont restés globalement stables depuis 2022.

¹⁶ Rapport sur les objectifs de développement durable 2025 (publication des Nations Unies, 2025).

Figure VIII

Évolution comparée du financement extérieur, du financement intérieur et de la formation brute de capital dans l'ensemble des pays en développement

(Indice : 2014 = 100)



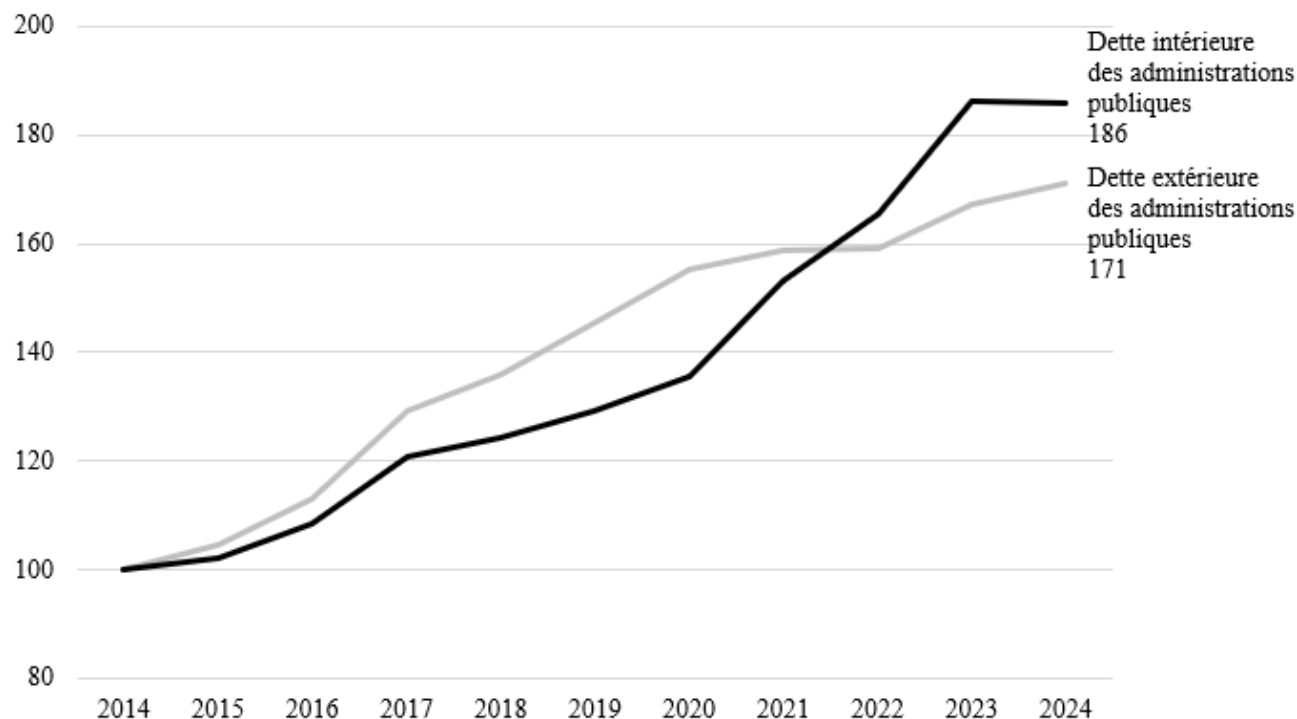
Source : calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données du FMI et de la Banque mondiale.

25. La moindre contribution du financement extérieur à la formation brute de capital des pays en développement se manifeste également dans le financement de la dette des administrations publiques : en 2024, les instruments de dette intérieure représentaient 81 % de l'encours total de cette dette. Entre 2014 et 2024, l'encours cumulé du financement par la dette intérieure a augmenté de 86 %, contre 71 % pour celui du financement extérieur (figure IX). Toutefois, entre 2020 et 2024, le financement intérieur a progressé beaucoup plus rapidement, de 37 %, contre seulement 10 % pour le financement extérieur.

Figure IX

Évolution comparée de l'encours de la dette extérieure et de la dette intérieure des administrations publiques dans les pays en développement¹⁷

(Indice : 2014 = 100)



Source : calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données du FMI et de la Banque mondiale.

26. La croissance de la dette intérieure des administrations publiques dans les pays en développement s'explique en partie par la hausse du coût financier de la dette extérieure (figure X), elle-même liée à un accès plus limité aux financements publics accordés par les prêteurs multilatéraux et bilatéraux et, en contrepartie, à un recours accru aux prêteurs privés et commerciaux. Entre 2014 et 2021, la part des créanciers privés dans la dette publique ou garantie par l'État des pays en développement est passée de 56 % à 62 %.

27. Avant la période d'accalmie observée entre 2019 et 2022, due à l'Initiative de suspension du service de la dette du Groupe des Vingt (G20)¹⁸ et à des conditions monétaires mondiales généralement plus accommodantes, le coût financier de la dette extérieure a progressé de 69 % entre 2014 et 2019, tandis que celui de la dette intérieure n'a augmenté que de 16 %. Entre 2022 et 2024, le coût financier de la dette extérieure a progressé de 54 %, contre 21 % pour celui de la dette intérieure, soit un rythme 2,5 fois plus rapide.

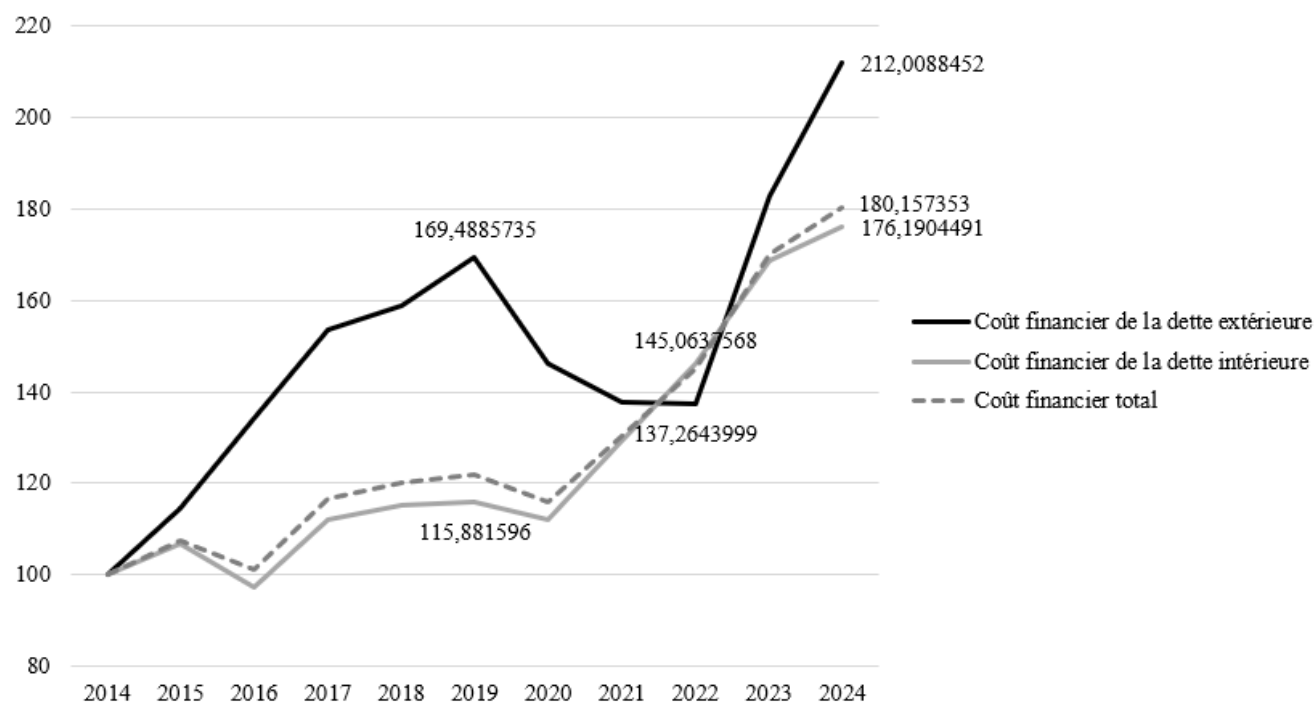
¹⁷ La Chine n'est pas prise en compte dans cette analyse. En 2024, la dette des administrations publiques chinoises représentait plus de 55 % de la dette totale des administrations publiques des pays en développement et 20 % du coût financier total correspondant.

¹⁸ Programme temporaire piloté par le G20, qui permettait aux pays les plus pauvres du monde de reporter les paiements au titre du service de leur dette.

Figure X

Évolution comparée du coût financier de la dette des administrations publiques des pays en développement¹⁹

(Indice : 2014 = 100)



Source : calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données du FMI et de la Banque mondiale.

28. Si l'emprunt intérieur peut réduire la vulnérabilité extérieure et accroître l'autonomie dans la conduite des politiques publiques, il a néanmoins un coût, parfois qualifié de « prime de souveraineté ». Entre 2014 et 2024, cette prime, qui se traduit par un taux d'intérêt effectif²⁰ plus élevé sur la dette des administrations publiques financée sur le marché intérieur, s'est établie en moyenne à 2,8 points de pourcentage (figure XI). La prime, qui s'établissait en moyenne à 3,5 points de pourcentage entre 2014 et 2016, est tombée à 2,3 points entre 2017 et 2020 avant de remonter à 2,8 points en moyenne entre 2021 et 2024.

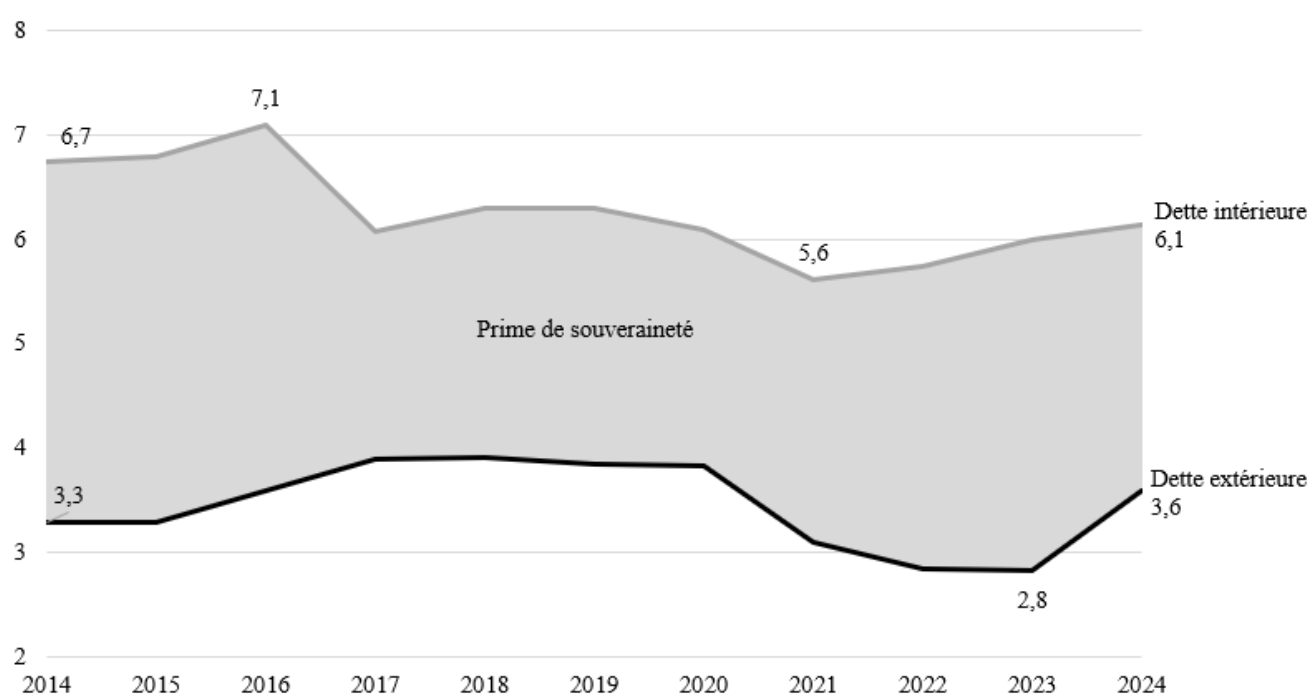
¹⁹ À l'exclusion de la Chine.

²⁰ Le taux d'intérêt effectif correspond, pour une année donnée, au rapport entre les intérêts versés par le groupe de pays et l'encours moyen de sa dette au cours de cette année.

Figure XI

Évolution comparée des taux d'intérêt annuels moyens pondérés de la dette extérieure et de la dette intérieure des administrations publiques des pays en développement²¹

(En pourcentage par an)



Source : calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données du FMI et de la Banque mondiale.

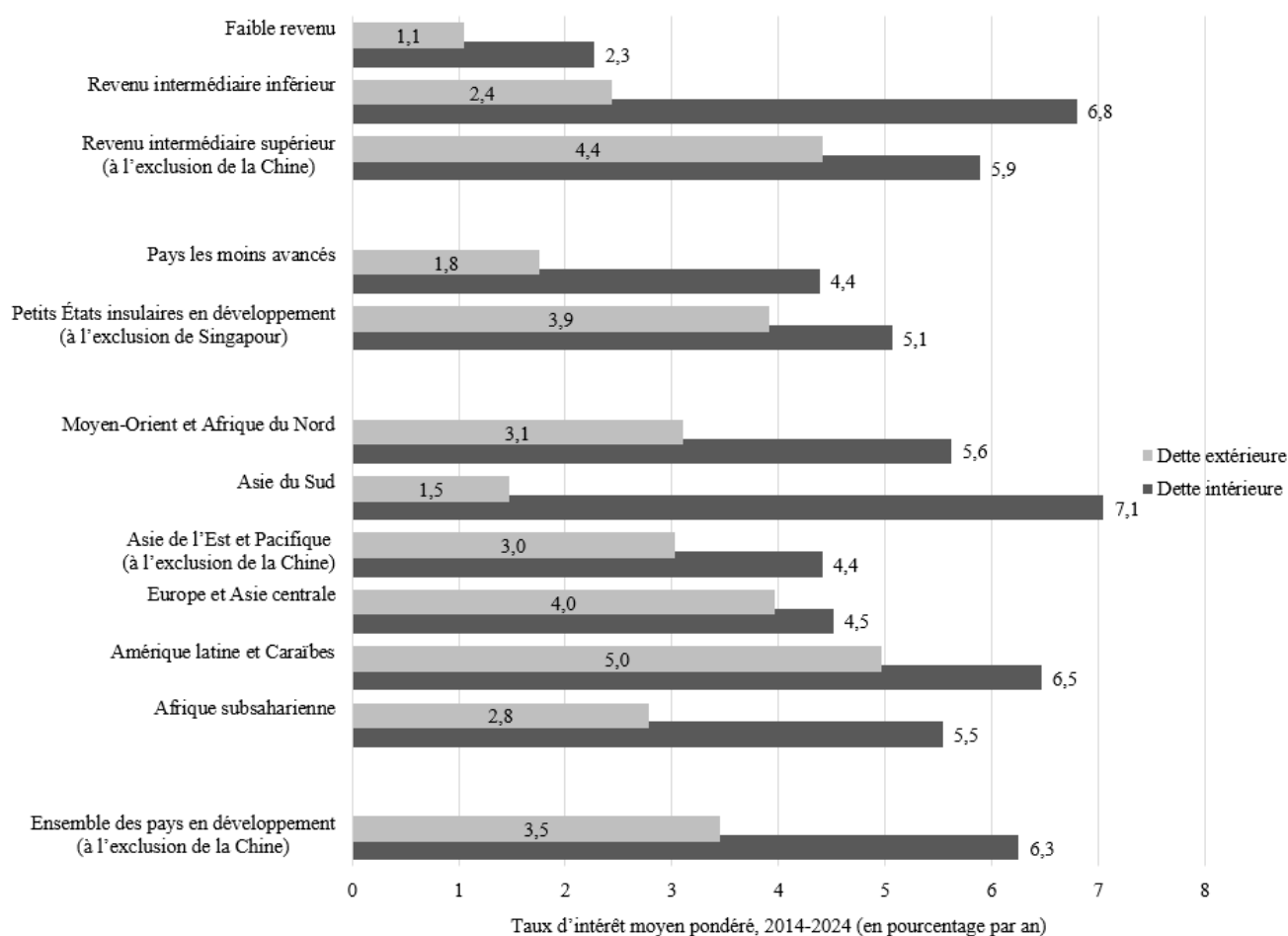
29. Cette prime se retrouve également dans les différents groupes de pays en développement (figure XII). C'est en Asie du Sud que l'écart était le plus important : entre 2014 et 2024, le taux d'intérêt de la dette intérieure des administrations publiques y dépassait en moyenne de 5,6 points de pourcentage celui de la dette extérieure ; en Afrique subsaharienne, l'écart était de 2,8 points. La prime était également élevée dans les pays à revenu intermédiaire inférieur (4,4 points de pourcentage) et dans les pays les moins avancés (2,6 points).

²¹ À l'exclusion de la Chine.

Figure XII

Coût du service de la dette extérieure et de la dette intérieure des administrations publiques dans différents groupes de pays en développement

(En pourcentage par an)



Source : calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données du FMI et de la Banque mondiale.

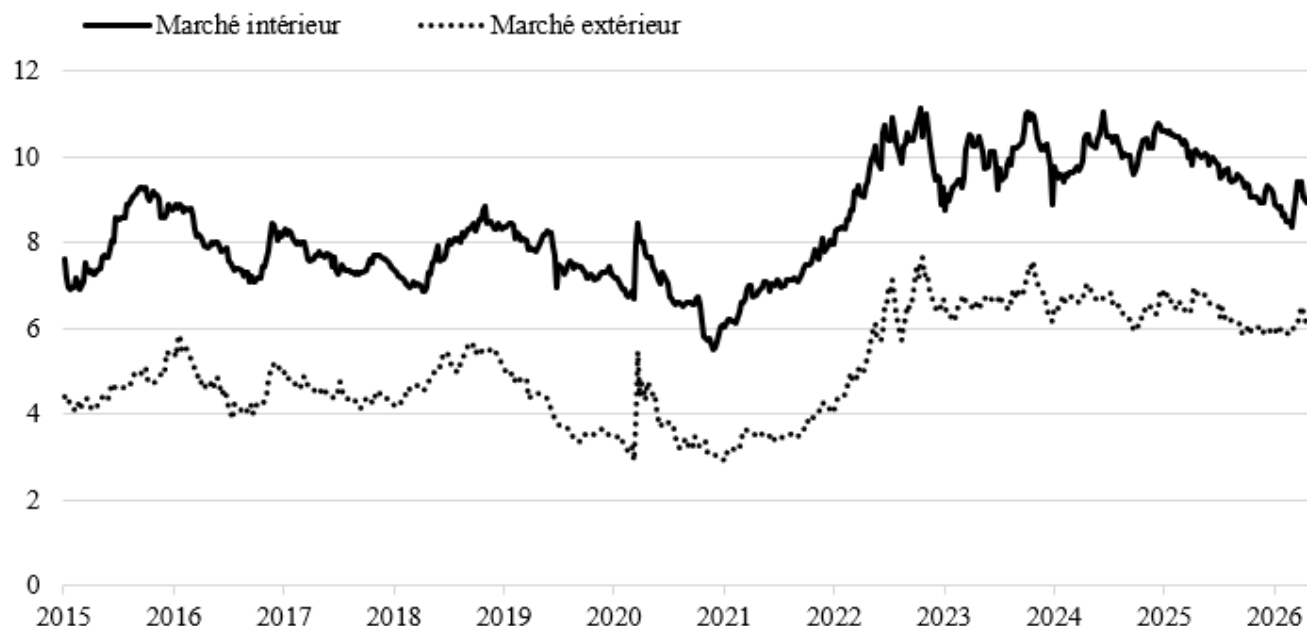
30. La prime apparaît également lorsque l'on compare les obligations souveraines émises à l'étranger en devises à celles émises sur le marché intérieur en monnaie locale (figure XIII). L'écart médian de rendement, qui traduit la différence de coût d'emprunt, s'établissait à environ 3,2 points de pourcentage entre 2015 et avril 2026. Cet écart est resté relativement stable au fil du temps, mais avait tendance à se creuser en période de tensions, notamment lors du cycle de resserrement monétaire mondial amorcé en 2022. Au plus fort de cet écart, les pays en développement pris en compte dans l'analyse supportaient, pour émettre des obligations sur leur marché intérieur, un coût plus de deux fois supérieur à celui d'une émission à l'international. Cet écart s'est ensuite réduit, en partie grâce à la demande croissante des investisseurs internationaux pour les obligations en monnaie locale, mais l'écart médian restait élevé, à 2,8 points de pourcentage, au début de 2026.

31. Outre leur coût plus élevé, les obligations en monnaie locale émises sur le marché intérieur sont généralement assorties d'échéances plus courtes, ce qui accroît les risques de refinancement et compromet les dépenses de développement à long terme.

Figure XIII

Évolution comparée des rendements médians des obligations souveraines émises sur le marché intérieur et à l'étranger dans les pays en développement

(En pourcentage par an)



Source : calculs de la CNUCED, d'après des données du London Stock Exchange Group (LSEG) Datastream.

Note : l'échantillon comprend 20 pays en développement pour lesquels des données sont disponibles. Pour chaque pays, les rendements sont calculés comme la moyenne des rendements des obligations en circulation, pondérée par leur valeur de marché. Sont exclues les obligations arrivant à échéance dans les 12 mois. Parmi les obligations émises à l'étranger, seules celles libellées en dollars, en euros ou en yens sont retenues.

32. Le financement intérieur des déficits budgétaires présente certains avantages, notamment une moindre exposition aux variations défavorables des taux de change et le maintien des paiements d'intérêts dans l'économie nationale, mais si les actifs humains et physiques financés par des emprunts intérieurs plus coûteux ne génèrent pas une croissance économique et des recettes publiques suffisantes pour assurer le service de la dette, la soutenabilité de la dette du secteur public s'en trouve compromise et les fragilités intérieures s'accroissent.

33. Le recours accru au financement intérieur peut également entraîner des risques de concentration. Lorsque les titres publics deviennent le principal instrument de placement des fonds de pension et des banques du pays, l'État concentre de fait l'essentiel des placements. Lorsque les intermédiaires financiers obtiennent des rendements suffisants sur leurs placements en titres publics, ils sont moins enclins à financer des investissements privés plus risqués, ce qui réduit de fait l'accès du secteur privé au crédit. En outre, si les banques du pays deviennent les principaux détenteurs de la dette publique, de nouvelles vulnérabilités peuvent apparaître : les difficultés du secteur bancaire peuvent alors se répercuter sur la dette souveraine, et inversement.

IV. Nouvelles initiatives concernant la dette souveraine

34. Depuis l'adoption, en juillet 2025, de l'Engagement de Séville, document final de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement,

plusieurs initiatives internationales visant à répondre aux difficultés liées à la dette souveraine ont été lancées. Le document témoigne d'une prise de conscience croissante, parmi les États Membres, de l'aggravation et de la complexité des vulnérabilités liées à la dette souveraine, sous l'effet de chocs mondiaux concomitants, du durcissement des conditions financières et des faiblesses structurelles de l'architecture financière internationale. Il souligne la nécessité de rendre les processus relatifs à la dette plus inclusifs et de mieux faire entendre la voix des emprunteurs, d'améliorer l'efficacité des mécanismes de restructuration de la dette et de prévention des crises et de renforcer la coordination entre les créanciers. Les principaux progrès enregistrés dans la mise en œuvre sont notamment les suivants.

35. Le lancement, en avril 2026, de la plateforme des pays emprunteurs²², qui vise à renforcer le rôle et les capacités des pays emprunteurs dans l'architecture internationale de la dette²³. Prévue au paragraphe 48 i) de l'Engagement de Séville²⁴, cette initiative a été développée dans le cadre d'un processus piloté par les États Membres avec l'appui de la CNUCED. La plateforme a vocation à offrir aux pays emprunteurs un cadre permanent pour échanger leurs expériences, coordonner leurs réponses aux problèmes liés à la dette et participer davantage à la gouvernance mondiale de la dette. La mise en place officielle de la plateforme est prévue pour octobre 2026. Le processus préparatoire s'est appuyé sur des consultations entre les États Membres et sur un groupe de travail spécialement constitué, dirigé par l'Égypte à la présidence et le Pakistan à la vice-présidence et composé de deux membres de chaque région en développement.

36. Le groupe de travail qui se réunira prochainement pour établir des principes directeurs volontaires devant régir les emprunts et les prêts souverains responsables a pour objectif de renforcer la gouvernance et les cadres de bonnes pratiques. Le groupe de travail rassemble des experts et des praticiens des domaines juridique, économique et financier qui contribueront à l'élaboration de principes et de cadres destinés à renforcer la transparence, la responsabilité et la soutenabilité en matière d'emprunts et de prêts souverains. La coordination de l'initiative est assurée par le Cabinet du Secrétaire général et le secrétariat par la CNUCED et le Département des affaires économiques et sociales.

37. Par ailleurs, le Pôle mondial pour la conversion de dette au profit de programmes de développement²⁵, créé par l'Espagne avec la Banque mondiale et d'autres partenaires, a été lancé lors de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement. Son objectif est d'utiliser les conversions de dette au profit de programmes de développement pour aider les pays à surmonter leurs contraintes de liquidité tout en progressant vers leurs objectifs de développement durable, grâce à un allègement de la dette et à des économies sur le service de la dette en période de tensions budgétaires, ainsi qu'à la réaffectation de ressources à des secteurs tels que l'éducation, la santé, la conservation de la nature et la nutrition. Le Pôle relève du programme de la Facilité de gestion de la dette de la Banque mondiale et a pour objectif de favoriser l'échange de connaissances et de fournir des outils permettant d'éclairer les décisions concernant le recours aux remises de dettes en échange de programmes de développement.

38. Parmi les autres initiatives figure le Forum de Séville sur la dette, piloté par l'Espagne, qui vise à offrir aux emprunteurs, aux créanciers et aux autres parties prenantes un cadre inclusif de dialogue et d'action pour faire progresser des solutions

²² Voir <https://unctad.org/topic/debt-and-finance/borrowers-platform>.

²³ Voir <https://unctad.org/topic/debt-and-finance/borrowers-platform>.

²⁴ Résolution 79/323 de l'Assemblée générale, annexe.

²⁵ Voir <https://www.worldbank.org/en/programs/debt-for-development-swap-knowledge-hub>.

soutenables en matière de dette et appuyer la mise en œuvre des engagements pris dans ce domaine dans l'Engagement de Séville²⁶.

39. Il ressort du sixième rapport d'étape des coprésidents de la Table ronde mondiale sur la dette souveraine²⁷, publié en 2026, que des progrès modestes ont été accomplis dans les efforts visant à rendre plus prévisibles et plus efficaces les processus de restructuration de la dette souveraine menés dans le cadre du Cadre commun du G20. Des progrès ont également été constatés dans la mise en œuvre de l'approche à trois piliers du FMI et de la Banque mondiale.

40. S'agissant de la coordination entre créanciers, la Coalition de Londres sur la dette souveraine soutenable, appuyée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord²⁸, a fait progresser deux outils à l'intention du secteur privé visant à accélérer le règlement des difficultés liées à la dette et à réduire le coût des crises. Ces initiatives sont les suivantes :

- Une proposition de clause de suspension accompagnée d'un document²⁹ présentant les principales conditions de son application, destinée à alléger temporairement les contraintes de liquidité en cas de choc. L'objectif est de permettre aux pays touchés par des chocs majeurs de reporter temporairement les paiements dus au titre du service de la dette, selon des modalités claires et limitées dans le temps. Cette approche, qui privilégie l'apport de liquidités, peut accroître les marges de liquidité des États, réduire les risques de contagion et, à terme, le coût du capital, et contribuer, lorsque cela est nécessaire, à un règlement plus ordonné des difficultés liées à la dette.
- Un guide de mise en œuvre consacré à la restructuration des prêts souverains détenus par le secteur privé³⁰, qui propose un cadre volontaire et pratique pour organiser le dialogue et faciliter les discussions sur la restructuration. Son objectif est de rendre les négociations plus rapides et plus prévisibles et de limiter les coûts économiques entraînés par une situation durable de surendettement.

V. Recommandations

41. Le financement extérieur demeure trop volatil, insuffisant et coûteux pour répondre aux priorités actuelles de développement des pays en développement. Selon les estimations du secrétariat de la CNUCED, les financements provenant de sources extérieures comme intérieures devraient augmenter d'environ un tiers par rapport aux niveaux de 2024/2025 pour combler le déficit annuel de financement des objectifs de développement durable. Le recours à la dette, qu'elle soit extérieure ou intérieure, jouera un rôle essentiel dans la mobilisation de financements supplémentaires pour le développement. Il est toutefois essentiel que l'endettement demeure soutenable et ne

²⁶ Voir <https://unctad.org/fr/news/cnuced16-lancement-du-forum-de-seville-sur-la-dette-pour-lutter-contre-la-crise-de-la-dette>.

²⁷ Voir <https://www.imf.org/-/media/files/about/faq/gedr/041526-6th-gedr-cochairs-progress-report.pdf>.

²⁸ Voir <https://questions-statements.parliament.uk/written-statements/detail/2025-06-23/hcws728>.

²⁹ Document récapitulatif des principales conditions disponible à l'adresse suivante : [https://cdn.prod.website-files.com/6304b688a389d80520fb16c4/69e0c1d371011096e22cf554_1_London%20Coalition%20Pause%20Clause%20Term%20Sheet%20-%20Amended%20Version%203.0%20\(April%2010%202026\)%20%202.pdf](https://cdn.prod.website-files.com/6304b688a389d80520fb16c4/69e0c1d371011096e22cf554_1_London%20Coalition%20Pause%20Clause%20Term%20Sheet%20-%20Amended%20Version%203.0%20(April%2010%202026)%20%202.pdf) ; foire aux questions : [https://cdn.prod.website-files.com/6304b688a389d80520fb16c4/69e0c1d371011096e22cf554_1_London%20Coalition%20Pause%20Clause%20Term%20Sheet%20-%20Amended%20Version%203.0%20\(April%2010%202026\)%20%202.pdf](https://cdn.prod.website-files.com/6304b688a389d80520fb16c4/69e0c1d371011096e22cf554_1_London%20Coalition%20Pause%20Clause%20Term%20Sheet%20-%20Amended%20Version%203.0%20(April%2010%202026)%20%202.pdf).

³⁰ Voir https://cdn.prod.website-files.com/6304b688a389d80520fb16c4/69df75b4fe7693d144c5795d_Implementation%20Guide%20to%20restructuring%20Private%20Sector%20Sovereign%20Loans.pdf.

devienne pas lui-même un frein au développement. Pour que la dette extérieure constitue un véritable levier de développement, il faut accroître le volume des financements par emprunt tout en en réduisant le coût et la volatilité. Pour relever ces défis, plusieurs mesures sont proposées aux niveaux national et multilatéral. Si les politiques nationales sont largement du ressort des pays, les mesures multilatérales exigent qu'ils agissent de concert pour réformer l'architecture financière mondiale.

42. Au niveau national, il reste essentiel de renforcer les cadres macroéconomiques et la qualité des institutions pour améliorer la soutenabilité de la dette et réduire la vulnérabilité aux chocs extérieurs. En renforçant les cadres budgétaires et les institutions, en préservant des marges de manœuvre budgétaires et en diversifiant leur économie, les pays peuvent réduire les primes de risque, renforcer la confiance des investisseurs et accéder plus facilement à des capitaux stables à long terme. Les banques publiques nationales de développement ont un rôle important à jouer à cet égard, alors que les banques et les prêteurs internationaux recourent de plus en plus aux plateformes nationales et adoptent une approche systémique.

43. Il est également essentiel d'améliorer la composition des portefeuilles de dette souveraine pour réduire les vulnérabilités financières. Les pays qui recourent excessivement à la dette libellée en devises, aux emprunts à court terme et aux investisseurs non résidents s'exposent davantage aux fluctuations des taux de change, aux difficultés de refinancement et aux sorties soudaines de capitaux. Les pays peuvent renforcer leur résilience et améliorer leurs conditions de financement en allongeant les échéances de la dette, en développant le financement en monnaie locale et en diversifiant la base d'investisseurs, mais les décideurs doivent aussi tenir compte des coûts potentiellement plus élevés et des risques de concentration liés aux emprunts à long terme et en monnaie nationale. Ils peuvent certes réduire ces coûts en développant leurs marchés de capitaux, mais une dépendance accrue à l'égard des institutions financières nationales risque de renforcer les liens entre secteurs public et privé et d'évincer l'investissement privé.

44. En renforçant leurs capacités de gestion de la dette publique et en améliorant la transparence et la communication dans ce domaine, les pays peuvent encore accroître la soutenabilité de leur dette et renforcer la confiance des marchés. En renforçant les systèmes d'enregistrement de la dette, en produisant en temps utile des statistiques fiables et en entretenant un dialogue régulier avec les investisseurs et les agences de notation, ils peuvent en outre améliorer l'évaluation des risques et réduire les asymétries d'information, ce qui peut faciliter l'accès à des financements plus stables et moins coûteux.

45. En renforçant leurs capacités institutionnelles et techniques en matière d'émission de dette et d'opérations de marché, les pays peuvent également réduire les coûts d'emprunt et les risques de refinancement. En améliorant le suivi des conditions de marché, de la demande des investisseurs et de l'évolution de la liquidité mondiale, les émetteurs souverains peuvent repérer les périodes favorables aux émissions et mener plus efficacement des opérations de gestion du passif. Un dialogue plus étroit avec les créanciers et les conseillers financiers peut également contribuer à obtenir de meilleures conditions de prix sur les marchés primaires de la dette.

46. Les pays peuvent également mobiliser davantage de financements et élargir la base d'investisseurs en recourant à des instruments innovants tels que les remises de dettes en échange de programmes de développement, les obligations liées au développement durable et les obligations vertes et bleues³¹. Toutefois, ces instruments ne permettent souvent de réduire les coûts de financement que s'ils s'accompagnent de mécanismes d'appui extérieur, tels que des garanties, d'autres formes de

³¹ UNCTAD/GDS/2026/2.

rehaussement de crédit et une assistance technique fournie par les institutions multilatérales de développement et les créanciers bilatéraux. Ces mécanismes mobilisent à d'autres fins une partie des fonds propres des institutions concernées et peuvent ainsi limiter leur capacité à développer les prêts à des conditions concessionnelles.

47. Au niveau international, les banques multilatérales et régionales de développement continuent de jouer un rôle essentiel en fournissant des financements stables au service du développement. Il est essentiel d'élargir l'accès aux financements à des conditions concessionnelles, aux dons, aux garanties et aux prêts en monnaie locale si l'on veut atténuer les effets de taux d'intérêt mondiaux élevés et limiter les pressions procycliques sur le financement. Pour qu'elles puissent accroître leur soutien, il est nécessaire de renforcer les capacités financières des banques multilatérales et régionales de développement au moyen d'augmentations de capital, de la reconstitution des guichets de financement à des conditions favorables et de réformes des cadres d'adéquation des fonds propres.

48. Les programmes internationaux d'assistance technique restent importants pour renforcer les capacités des pays en développement en matière de gestion de la dette. En améliorant l'enregistrement et le suivi de la dette, la transparence et la gestion des risques, des initiatives telles que le programme du Système de gestion et d'analyse de la dette de la CNUCED contribuent à renforcer la solvabilité et à améliorer la soutenabilité des financements.

49. Le renforcement de la coopération Sud-Sud, notamment par l'intermédiaire de la plateforme des pays emprunteurs récemment lancée, devrait encore favoriser l'apprentissage entre pairs, le partage des connaissances et une action collective renforcée au sein de l'architecture financière internationale.

50. Il faudrait encore accroître la réaffectation des droits de tirage spéciaux par l'intermédiaire du Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance et du Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité, afin d'offrir aux pays en développement davantage de financements à long terme et à un coût abordable³². Cela suppose que les pays disposant d'importantes réserves prennent davantage d'engagements. En outre, bien que le Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité offre une source supplémentaire de financement à long terme, il reste encore à garantir un accès équitable, à accroître les décaissements et à mieux adapter les financements aux besoins des pays. Le FMI devrait profiter de l'examen approfondi du Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité pour envisager des réformes qui en amélioreraient l'accès et l'efficacité, notamment en rendant les conditions d'accès plus souples, en élargissant les critères d'admissibilité et en créant de nouvelles modalités de financement.

51. En outre, il reste essentiel d'accroître les financements internationaux consacrés à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation à leurs effets afin de réduire l'incidence croissante des risques climatiques sur le coût des emprunts souverains et les perspectives de développement. Le renforcement du filet de sécurité financière mondial, notamment au moyen des facilités de liquidité du FMI, des dispositifs financiers régionaux et des lignes de swap entre banques centrales, pourrait également aider les pays à faire face à des tensions temporaires sur la liquidité et à réduire la volatilité du financement.

52. Enfin, pour renforcer la résilience financière mondiale, il faut enrayer la baisse de l'aide publique au développement, améliorer les mécanismes internationaux de

³² Rapport du Groupe d'experts du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies chargé de la question de la dette, « Confronting the debt crisis: 11 actions to unlock sustainable financing », juin 2025.

restructuration de la dette, notamment le Cadre commun, et faire progresser la mise en œuvre de l'approche à trois piliers. Pour réduire les risques de défaut, soutenir la reprise économique et améliorer l'accès à long terme à des financements soutenables, il faudrait rendre les processus de restructuration de la dette plus prévisibles, plus rapides et plus complets et élargir le recours aux clauses de suspension du service de la dette en cas de chocs extérieurs ou de catastrophes naturelles.

Annexe

Dettes extérieures des pays en développement¹

Tableau A.1

Ensemble des pays en développement

(En milliards de dollars des États-Unis)

	Croissance moyenne ^a 2015-2025 (en pourcentage)				
	2022	2023	2024	2025 ^b	
Encours total de la dette extérieure ^c	5,1	11 320,0	11 493,4	11 849,3	12 357,1
Dette extérieure à long terme	4,9	7 943,1	8 014,9	8 223,5	8 659,9
Part de la dette publique ou garantie par l'État (en pourcentage)		50,5	50,7	50,5	50,9
Part de la dette privée non garantie (en pourcentage)		49,5	49,3	49,5	49,1
Dette extérieure à court terme	4,9	2 956,5	3 060,1	3 219,7	3 274,3
Total du service de la dette extérieure	6,1	1 559,0	1 757,7	1 627,8	1 556,9
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État	6,9	392,7	427,6	457,6	450,7
	Ratio moyen 2015-2025				
Indicateurs d'endettement^d (en pourcentage)					
Total du service de la dette/exportations ^e	13,8	13,2	15,5	13,6	12,0
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État/recettes publiques	4,4	4,5	4,7	4,8	4,7

Source : calculs du secrétariat de la CNUCED d'après des données de la Banque mondiale, du FMI et de sources nationales.

^a Les chiffres pour 2025 sont des estimations du secrétariat de la CNUCED.

^b Par taux de croissance moyen, on entend le taux de croissance annuel composé de l'indicateur agrégé considéré.

^c L'encours total de la dette extérieure recouvre la dette extérieure à long terme, la dette extérieure à court terme et l'utilisation des crédits du FMI.

^d Les séries de données utilisées pour le calcul des indicateurs ont été ajustées en fonction des données disponibles.

^e Exportations de biens et de services.

¹ Tous les groupements de pays sont établis selon la classification des économies en développement de la CNUCED et la classification de la Banque mondiale par niveau de revenu.

Tableau A.2

Ensemble des pays en développement, sauf la Chine

(En milliards de dollars des États-Unis)

	<i>Croissance moyenne^a 2015-2025 (en pourcentage)</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025^b</i>
Encours total de la dette extérieure ^c	4,9	8 789,5	9 045,8	9 429,5	9 954,9
Dette extérieure à long terme	4,6	6 725,9	6 903,3	7 156,7	7 573,1
Part de la dette publique ou garantie par l'État (en pourcentage)		51,6	51,8	50,9	51,5
Part de la dette privée non garantie (en pourcentage)		48,4	48,2	49,1	48,5
Dette extérieure à court terme	5,2	1 691,4	1 772,7	1 913,8	2 000,0
Total du service de la dette extérieure	5,6	1 106,8	1 307,2	1 275,3	1 261,6
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État	6,5	296,4	308,8	378,4	365,6
	<i>Ratio moyen 2015-2025</i>				
Indicateurs d'endettement^d (en pourcentage)					
Total du service de la dette/exportations ^e	15,8	13,7	16,7	15,6	14,1
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État/recettes publiques	7,9	7,4	7,2	8,3	7,7

Figure A.I

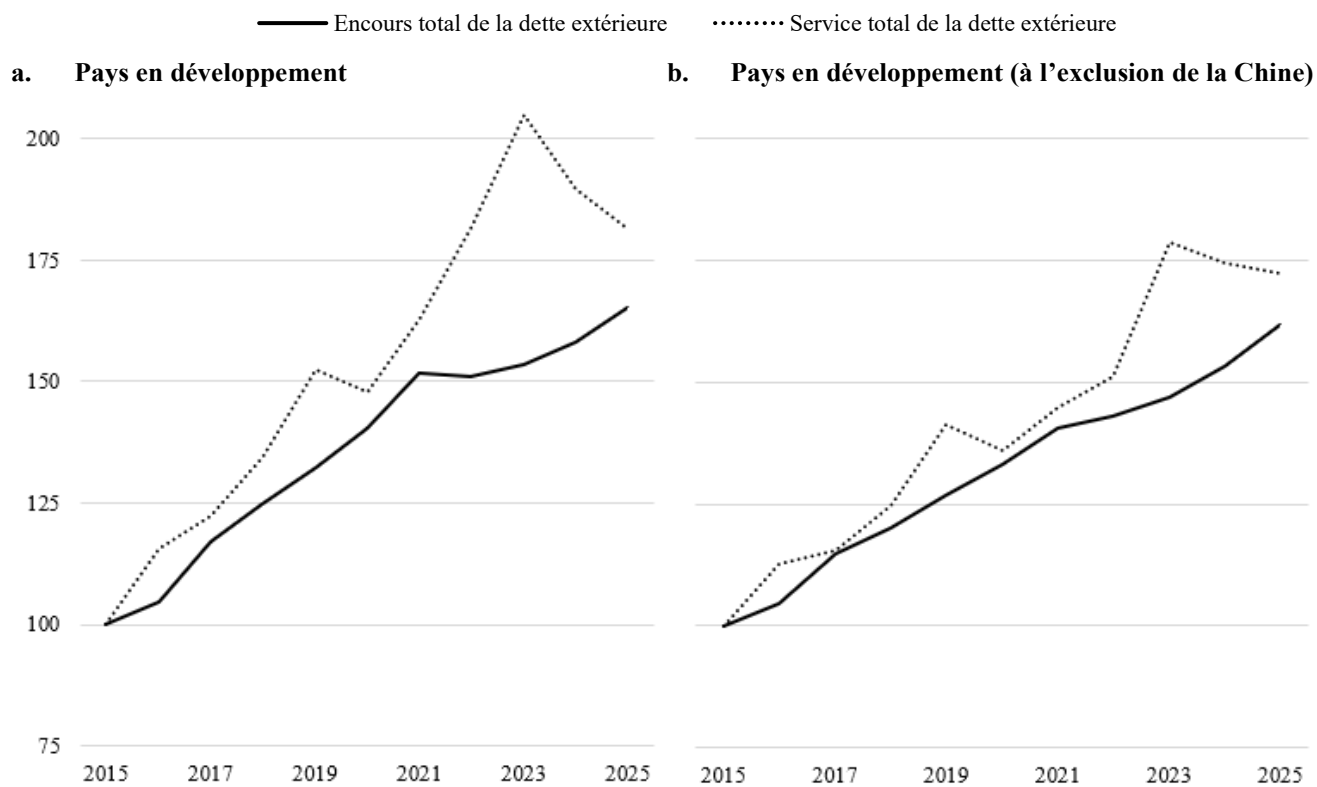
Évolution comparée de l'encours de la dette extérieure et du service de la dette (indice : 2015 = 100)

Figure A.II

Évolution de la soutenabilité de la dette extérieure (en pourcentage)

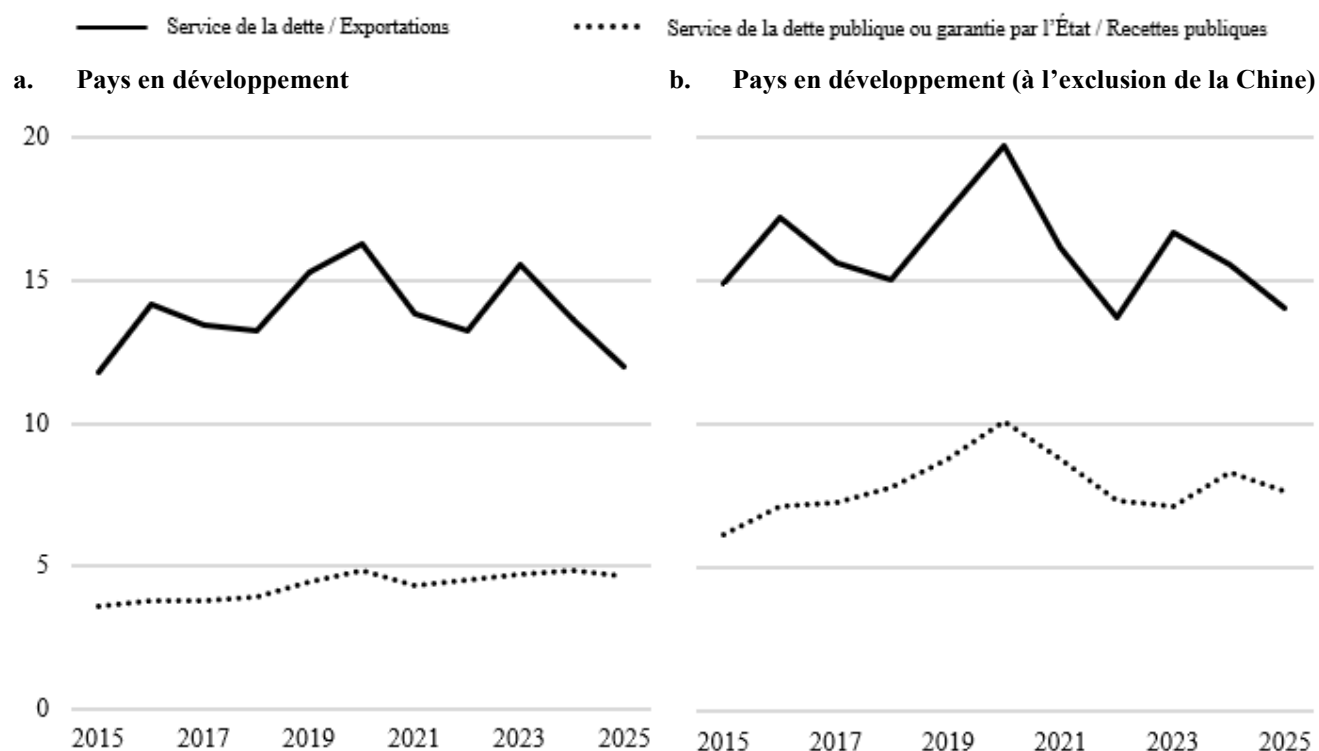


Tableau A.3

Afrique subsaharienne

(En milliards de dollars des États-Unis)

	<i>Croissance moyenne^a 2015-2025 (en pourcentage)</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025^b</i>
Encours total de la dette extérieure ^c	6,4	863,8	884,7	915,0	977,7
Dette extérieure à long terme	6,3	673,5	693,3	714,6	768,7
Part de la dette publique ou garantie par l'État (en pourcentage)		73,0	73,9	74,7	74,6
Part de la dette privée non garantie (en pourcentage)		27,0	26,1	25,3	25,4
Dette extérieure à court terme	4,4	120,9	119,1	128,0	132,1
Total du service de la dette extérieure	6,2	90,1	87,9	94,6	104,1
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État	7,0	46,4	47,6	50,4	60,9
<i>Ratio moyen 2015-2025</i>					
Indicateurs d'endettement^d (en pourcentage)					
Total du service de la dette/exportations ^e	18,0	17,0	17,8	18,3	18,2
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État/recettes publiques	13,2	12,7	13,9	14,5	15,7

Tableau A.4

Amérique latine et Caraïbes

(En milliards de dollars des États-Unis)

	<i>Croissance moyenne^a 2015-2025 (en pourcentage)</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025^b</i>
Encours total de la dette extérieure ^c	2,9	2 625,2	2 710,1	2 700,5	2 839,6
Dette extérieure à long terme	2,6	2 120,2	2 183,6	2 184,6	2 288,6
Part de la dette publique ou garantie par l'État (en pourcentage)		51,5	51,9	51,9	52,3
Part de la dette privée non garantie (en pourcentage)		48,5	48,1	48,1	47,7
Dette extérieure à court terme	2,4	378,0	404,3	397,1	425,5
Total du service de la dette extérieure	3,8	339,9	458,2	376,7	385,8
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État	3,1	91,1	106,2	134,2	115,6
<i>Ratio moyen 2015-2025</i>					
Indicateurs d'endettement^d (en pourcentage)					
Total du service de la dette/exportations ^e	25,2	20,5	27,5	21,6	20,8
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État/recettes publiques	7,4	5,6	5,9	7,3	6,1

Tableau A.5
Europe et Asie centrale

(En milliards de dollars des États-Unis)

	<i>Croissance moyenne^a 2015-2025 (en pourcentage)</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025^b</i>
Encours total de la dette extérieure ^c	3,6	754,9	808,5	828,5	891,9
Dette extérieure à long terme	2,9	560,4	583,2	600,3	669,2
Part de la dette publique ou garantie par l'État (en pourcentage)		43,5	43,5	44,3	43,7
Part de la dette privée non garantie (en pourcentage)		56,5	56,5	55,7	56,3
Dette extérieure à court terme	6,0	179,7	210,6	214,4	209,0
Total du service de la dette extérieure	4,2	135,6	145,4	160,5	151,1
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État	12,4	34,8	38,3	45,8	51,4
	<i>Ratio moyen 2015-2025</i>				
Indicateurs d'endettement^d (en pourcentage)					
Total du service de la dette/exportations ^e	30,1	24,4	25,8	27,6	25,2
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État/recettes publiques	7,9	9,5	8,3	8,6	8,1

Figure A.III

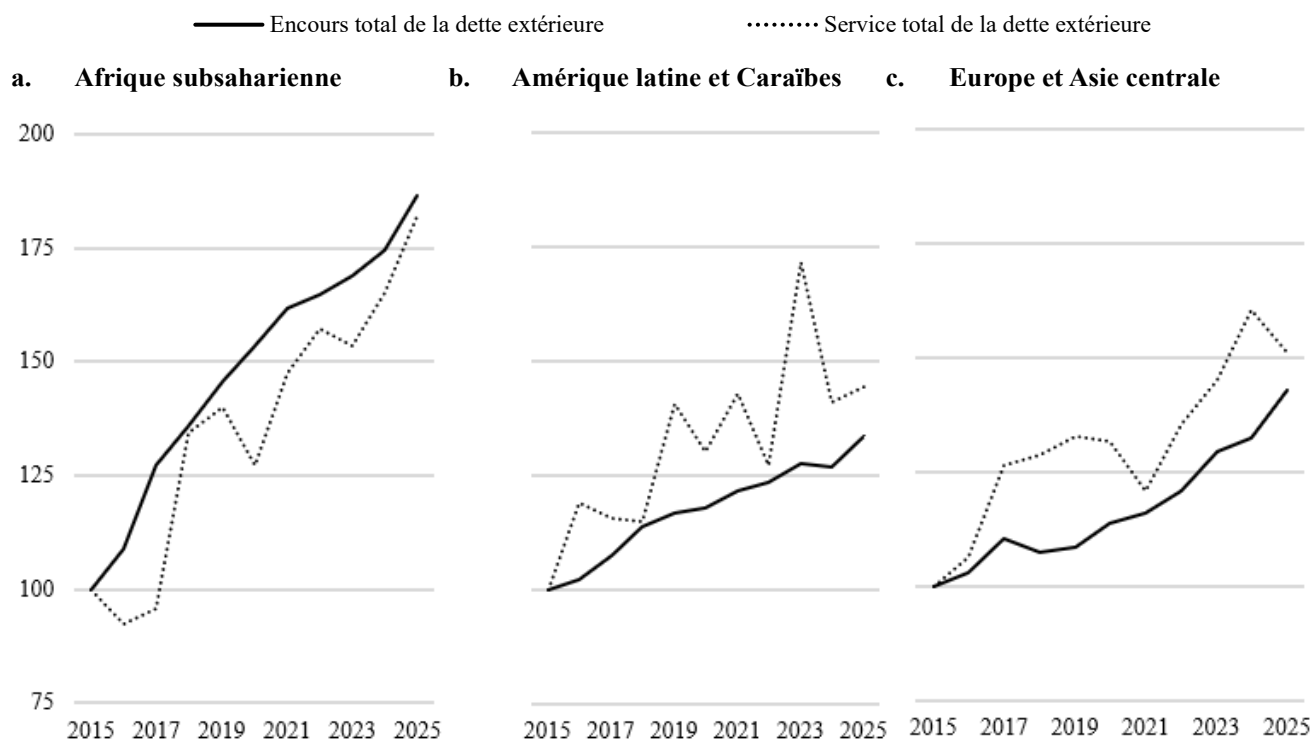
Évolution comparée de l'encours de la dette extérieure et du service de la dette (indice : 2015 = 100)

Figure A.IV

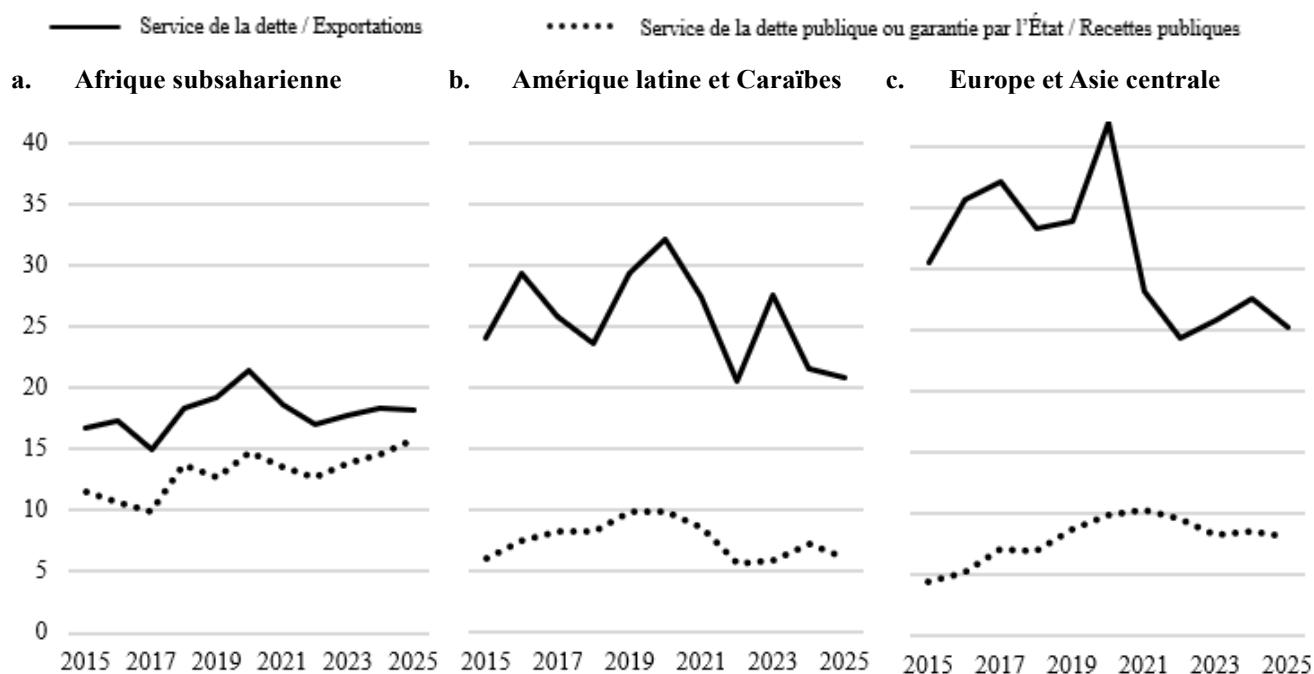
Évolution de la soutenabilité de la dette extérieure (en pourcentage)

Tableau A.6
Moyen-Orient et Afrique du Nord
 (En milliards de dollars des États-Unis)

	<i>Croissance moyenne^a 2015-2025 (en pourcentage)</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025^b</i>
Encours total de la dette extérieure ^c	6,6	1 424,4	1 461,5	1 522,2	1 665,8
Dette extérieure à long terme	6,5	1 067,6	1 072,4	1 102,6	1 216,7
Part de la dette publique ou garantie par l'État (en pourcentage)		69,3	68,3	66,6	66,6
Part de la dette privée non garantie (en pourcentage)		30,7	31,7	33,4	33,4
Dette extérieure à court terme	6,2	272,4	307,1	344,4	372,0
Total du service de la dette extérieure	8,9	166,7	185,8	203,8	192,7
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État	8,5	30,5	28,6	39,6	36,2
<i>Ratio moyen 2015-2025</i>					
Indicateurs d'endettement^d (en pourcentage)					
Total du service de la dette/exportations ^e	10,1	8,8	10,5	11,5	10,4
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État/recettes publiques	8,2	7,8	7,8	10,7	10,4

Tableau A.7
Asie de l'Est et Pacifique
 (En milliards de dollars des États-Unis)

	<i>Croissance moyenne^a 2015-2025 (en pourcentage)</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025^b</i>
Encours total de la dette extérieure ^c	6,2	4 733,1	4 667,5	4 853,9	4 909,2
Dette extérieure à long terme	6,8	2 808,4	2 722,2	2 804,7	2 862,5
Part de la dette publique ou garantie par l'État (en pourcentage)		36,4	36,4	36,3	36,8
Part de la dette privée non garantie (en pourcentage)		63,6	63,6	63,7	63,2
Dette extérieure à court terme	5,2	1 840,6	1 860,4	1 966,8	1 962,3
Total du service de la dette extérieure	7,5	733,1	770,5	669,6	600,8
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État	8,1	152,2	166,0	140,8	132,5
<i>Ratio moyen 2015-2025</i>					
Indicateurs d'endettement^d (en pourcentage)					
Total du service de la dette/exportations ^e	10,2	11,8	13,0	10,5	8,4
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État/recettes publiques	2,1	3,0	3,1	2,6	2,4

Tableau A.8
Asie du Sud

(En milliards de dollars des États-Unis)

	<i>Croissance moyenne^a 2015-2025 (en pourcentage)</i>	2022	2023	2024	2025 ^b
Encours total de la dette extérieure ^c	5,3	918,5	961,2	1 029,1	1 073,0
Dette extérieure à long terme	5,1	712,9	760,2	816,7	854,1
Part de la dette publique ou garantie par l'État (en pourcentage)		58,7	58,0	56,8	56,4
Part de la dette privée non garantie (en pourcentage)		41,3	42,0	43,2	43,6
Dette extérieure à court terme	5,3	164,9	158,5	169,0	173,3
Total du service de la dette extérieure	7,4	93,7	110,0	122,6	122,4
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État	9,8	37,9	40,9	46,8	54,1
<i>Ratio moyen 2015-2025</i>					
Indicateurs d'endettement^d (en pourcentage)					
Total du service de la dette/exportations ^e	12,4	10,4	12,2	13,0	12,5
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État/recettes publiques	5,1	4,9	4,8	5,1	5,7

Figure A.V

Évolution comparée de l'encours de la dette extérieure et du service de la dette (indice : 2015 = 100)

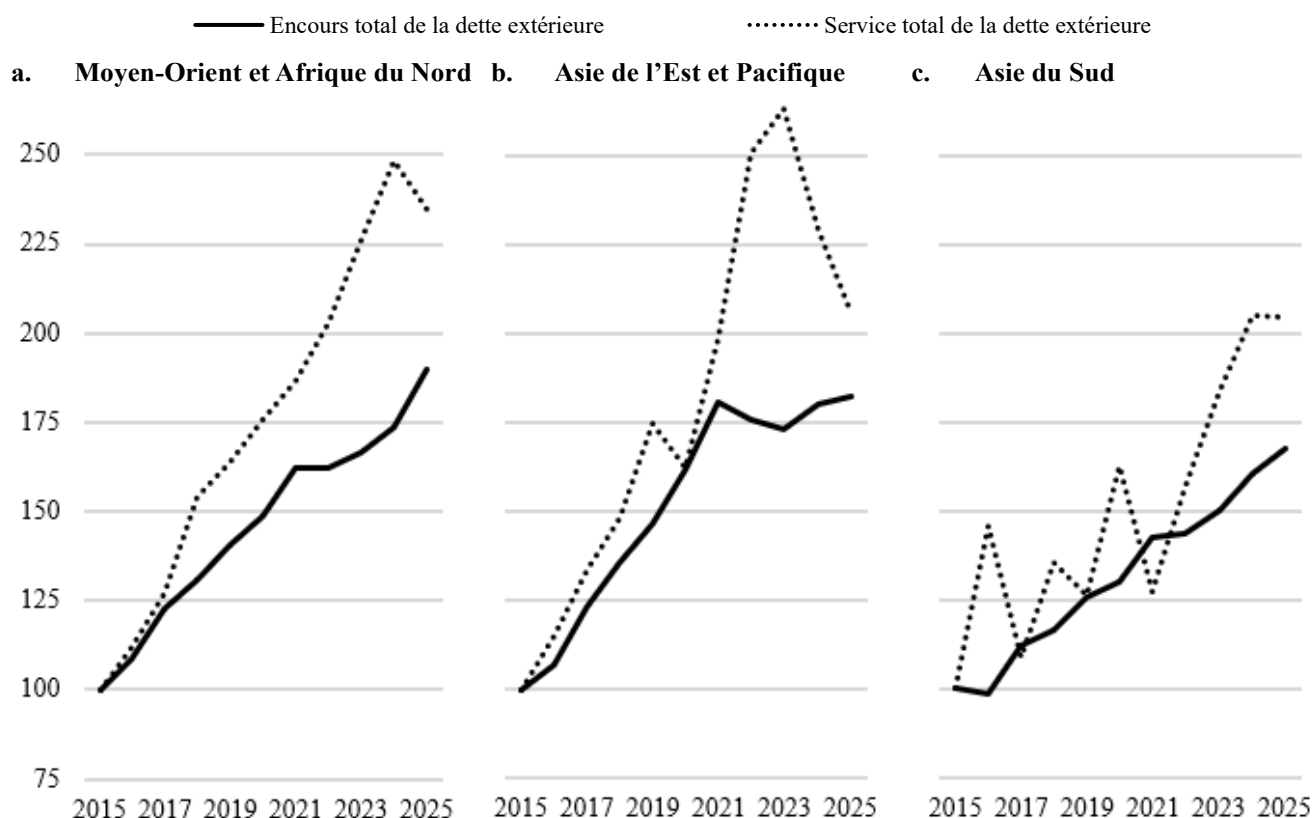


Figure A.VI

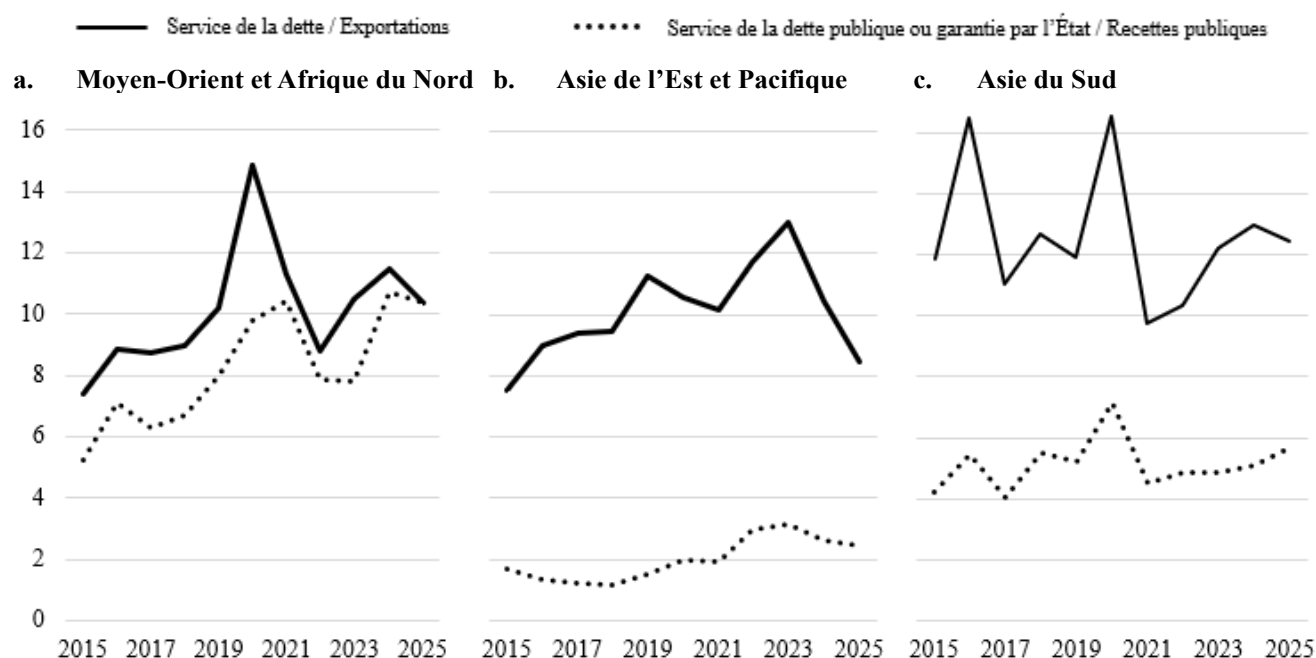
Évolution de la soutenabilité de la dette extérieure (en pourcentage)

Tableau A.9

Petits États insulaires en développement²

(En milliards de dollars des États-Unis)

	Croissance moyenne ^a 2015-2025 (en pourcentage)	2022	2023	2024	2025 ^b
Encours total de la dette extérieure ^c	7,7	1 156,1	1 160,8	1 324,1	1 319,4
Dette extérieure à long terme	8,4	817,8	827,6	938,5	936,6
Part de la dette publique ou garantie par l'État (en pourcentage)		12,3	12,7	11,3	12,2
Part de la dette privée non garantie (en pourcentage)		87,7	87,3	88,7	87,8
Dette extérieure à court terme	5,9	323,9	318,9	370,5	365,4
Total du service de la dette extérieure	9,9	132,3	164,1	159,2	161,7
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État	3,6	6,2	8,8	9,1	8,2
<i>Ratio moyen 2015-2025</i>					
Indicateurs d'endettement^d (en pourcentage)					
Total du service de la dette/exportations ^e	12,4	12,2	15,7	14,2	13,3
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État/recettes publiques	15,6	13,8	17,8	16,4	13,4

² Groupe des petits États insulaires en développement établi conformément à la classification de l'Organisation des Nations Unies.

Tableau A.10

Pays les moins avancés

(En milliards de dollars des États-Unis)

	<i>Croissance moyenne^a 2015-2025 (en pourcentage)</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025^b</i>
Encours total de la dette extérieure ^c	7,2	566,5	593,0	604,1	652,4
Dette extérieure à long terme	7,0	470,1	497,9	508,8	548,5
Part de la dette publique ou garantie par l'État (en pourcentage)		74,3	74,5	74,9	74,4
Part de la dette privée non garantie (en pourcentage)		25,7	25,5	25,1	25,6
Dette extérieure à court terme	4,4	54,8	50,1	48,3	49,1
Total du service de la dette extérieure	11,4	47,0	46,0	50,8	61,4
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État	11,1	24,6	28,4	30,4	39,2
	<i>Ratio moyen 2015-2025</i>				
Indicateurs d'endettement^d (en pourcentage)					
Total du service de la dette/exportations ^e	14,9	14,7	15,0	16,3	18,2
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État/recettes publiques	13,3	11,6	14,3	14,6	17,6

Figure A.VII

Évolution comparée de l'encours de la dette extérieure et du service de la dette (indice : 2015 = 100)

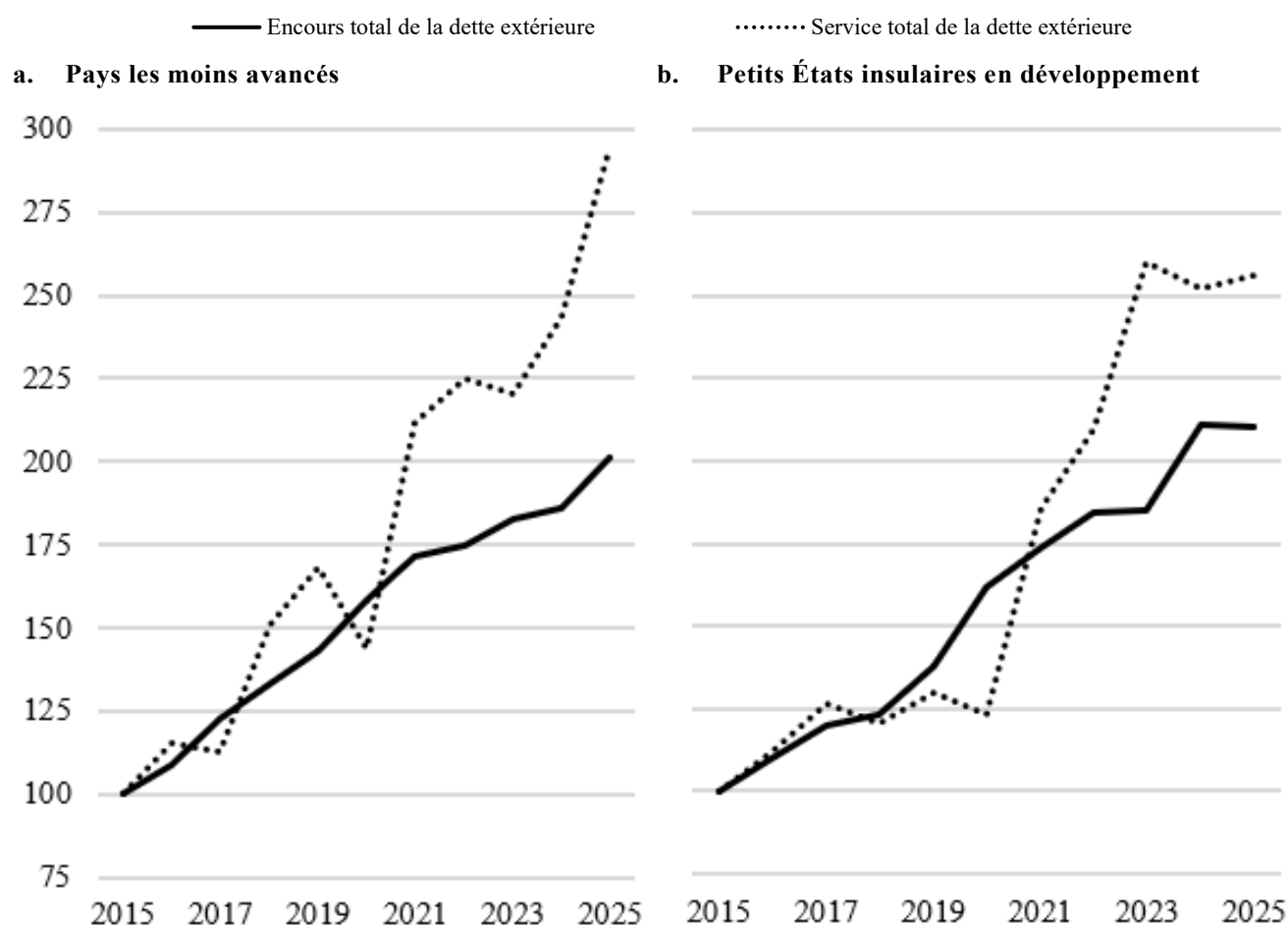


Figure A.VIII

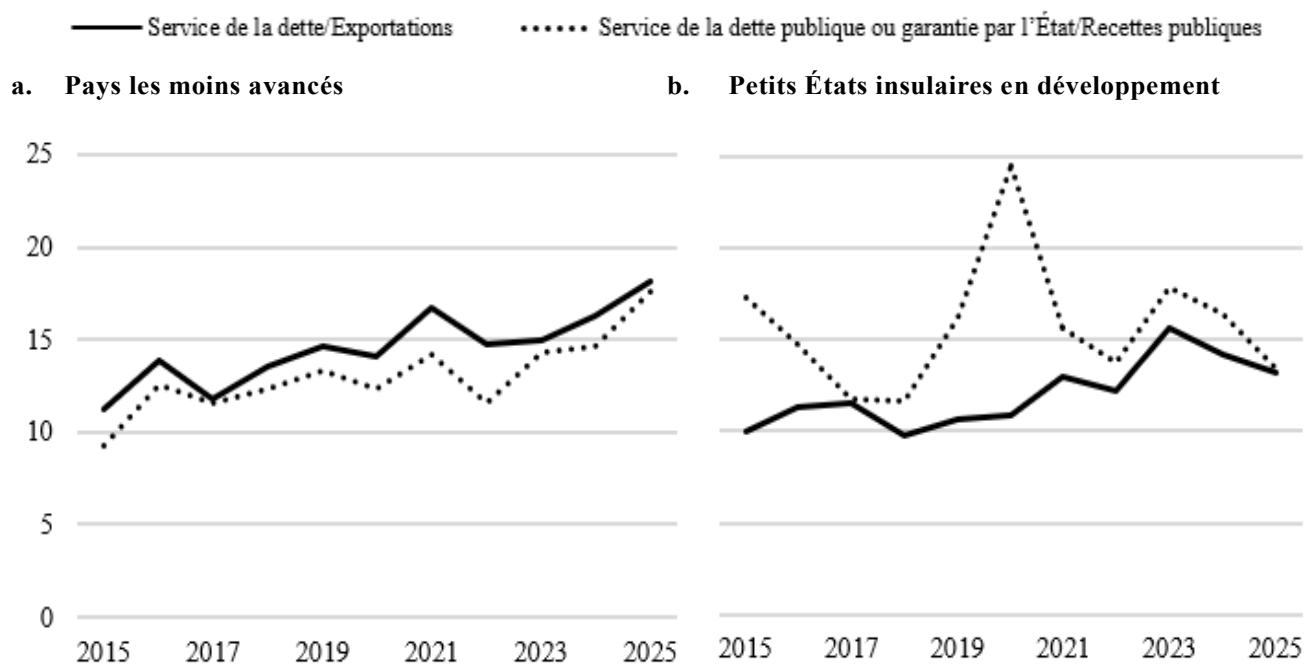
Évolution de la soutenabilité de la dette extérieure (en pourcentage)

Tableau A.11

Économies en développement à revenu intermédiaire

(En milliards de dollars des États-Unis)

	<i>Croissance moyenne^a 2015-2025 (en pourcentage)</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025^b</i>
Encours total de la dette extérieure ^c	4,6	8 472,2	8 589,3	8 702,3	9 017,2
Dette extérieure à long terme	4,2	5 795,4	5 836,5	5 883,6	6 176,9
Part de la dette publique ou garantie par l'État (en pourcentage)		55,4	55,9	56,7	56,7
Part de la dette privée non garantie (en pourcentage)		44,6	44,1	43,3	43,3
Dette extérieure à court terme	4,7	2 329,7	2 408,5	2 487,3	2 484,6
Total du service de la dette extérieure	5,8	1 244,5	1 411,9	1 271,9	1 214,3
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État	7,1	385,1	419,0	451,3	447,4
<i>Ratio moyen 2015-2025</i>					
Indicateurs d'endettement^d (en pourcentage)					
Total du service de la dette/exportations ^e	14,3	13,6	16,0	13,6	12,2
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État/recettes publiques	4,3	4,5	4,7	4,8	4,7

Tableau A.12

Économies en développement à revenu intermédiaire supérieur

(En milliards de dollars des États-Unis)

	<i>Croissance moyenne^a 2015-2025 (en pourcentage)</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025^b</i>
Encours total de la dette extérieure ^c	4,1	6 287,6	6 317,0	6 354,9	6 546,0
Dette extérieure à long terme	3,7	4 111,2	4 058,1	4 049,5	4 240,6
Part de la dette publique ou garantie par l'État (en pourcentage)		50,6	51,0	52,1	52,1
Part de la dette privée non garantie (en pourcentage)		49,4	49,0	47,9	47,9
Dette extérieure à court terme	4,3	1 951,9	2 038,8	2 094,8	2 079,3
Total du service de la dette extérieure	4,9	1 007,3	1 143,2	955,9	905,4
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État	5,9	279,1	305,8	309,0	299,9
<i>Ratio moyen 2015-2025</i>					
Indicateurs d'endettement^d (en pourcentage)					
Total du service de la dette/exportations ^e	14,5	14,1	16,8	13,2	11,8
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État/recettes publiques	3,6	3,9	4,0	3,9	3,7

Tableau A.13

Économies en développement à revenu intermédiaire inférieur

(En milliards de dollars des États-Unis)

	<i>Croissance moyenne^a 2015-2025 (en pourcentage)</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025^b</i>
Encours total de la dette extérieure ^c	6,1	2 184,6	2 272,3	2 347,4	2 473,1
Dette extérieure à long terme	5,6	1 684,2	1 778,4	1 834,2	1 936,5
Part de la dette publique ou garantie par l'État (en pourcentage)		67,0	67,1	66,8	66,7
Part de la dette privée non garantie (en pourcentage)		33,0	32,9	33,2	33,3
Dette extérieure à court terme	7,2	377,9	369,6	392,6	408,1
Total du service de la dette extérieure	8,7	237,2	268,7	315,9	310,5
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État	10,0	105,9	113,2	142,3	147,4
	<i>Ratio moyen 2015-2025</i>				
Indicateurs d'endettement^d (en pourcentage)					
Total du service de la dette/exportations ^e	13,4	11,8	13,5	15,1	13,5
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État/recettes publiques	8,3	7,8	8,1	9,5	9,3

Figure A.IX

Évolution comparée de l'encours de la dette extérieure et du service de la dette (indice : 2015 = 100)

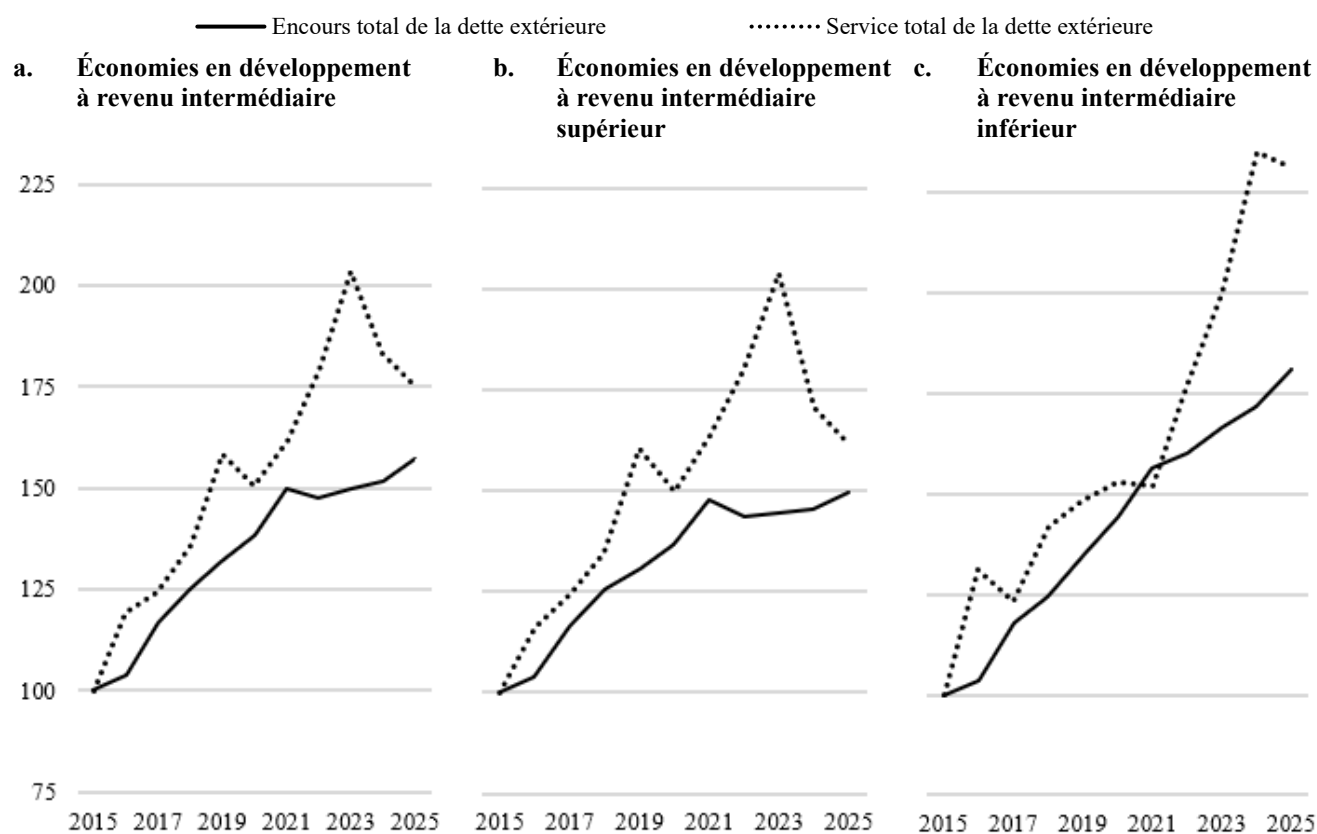


Figure A.X

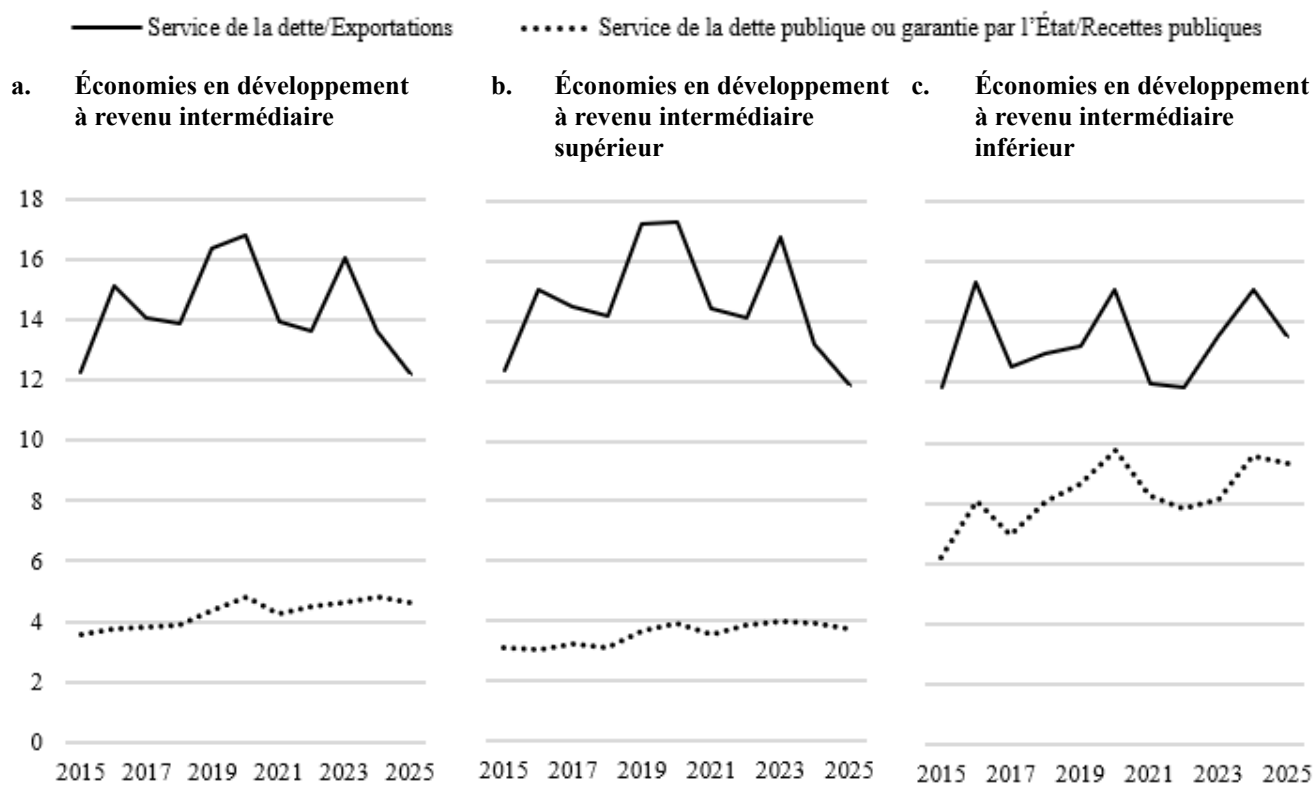
Évolution de la soutenabilité de la dette extérieure (en pourcentage)

Tableau A.14

Économies en développement à faible revenu

(En milliards de dollars des États-Unis)

	<i>Croissance moyenne^a 2015-2025 (en pourcentage)</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025^b</i>
Encours total de la dette extérieure ^c	6,0	227,3	235,5	242,4	265,9
Dette extérieure à long terme	5,6	191,9	201,1	206,9	227,1
Part de la dette publique ou garantie par l'État (en pourcentage)		65,2	66,0	65,0	64,3
Part de la dette privée non garantie (en pourcentage)		34,8	34,0	35,0	35,7
Dette extérieure à court terme	0,9	13,0	11,0	11,0	11,1
Total du service de la dette extérieure	10,2	13,4	13,1	12,1	15,8
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État	8,6	6,4	6,0	6,2	7,8
<i>Ratio moyen 2015-2025</i>					
Indicateurs d'endettement^d (en pourcentage)					
Total du service de la dette/exportations ^e	13,0	13,7	13,2	10,7	12,5
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État/recettes publiques	8,4	9,2	8,5	8,6	9,6

Tableau A.15

Économies en développement à revenu intermédiaire, à l'exclusion de la Chine

(En milliards de dollars des États-Unis)

	<i>Croissance moyenne^a 2015-2025 (en pourcentage)</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>2024</i>	<i>2025^b</i>
Encours total de la dette extérieure ^c	4,2	5 941,7	6 141,8	6 282,5	6 632,9
Dette extérieure à long terme	3,6	4 578,3	4 724,9	4 816,9	5 088,5
Part de la dette publique ou garantie par l'État (en pourcentage)		58,3	58,7	58,7	58,9
Part de la dette privée non garantie (en pourcentage)		41,7	41,3	41,3	41,1
Dette extérieure à court terme	5,1	1 064,5	1 121,1	1 181,5	1 236,2
Total du service de la dette extérieure	4,8	792,3	961,4	919,4	909,6
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État	6,6	288,8	300,2	372,0	361,8
<i>Ratio moyen 2015-2025</i>					
Indicateurs d'endettement^d (en pourcentage)					
Total du service de la dette/exportations ^e	17,5	14,6	18,1	16,5	15,3
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État/recettes publiques	7,8	7,3	7,1	8,3	7,7

Tableau A.16

Économies en développement à revenu intermédiaire supérieur, à l'exclusion de la Chine

(En milliards de dollars des États-Unis)

	<i>Croissance moyenne^a 2015-2025 (en pourcentage)</i>	2022	2023	2024	2025 ^b
Encours total de la dette extérieure ^c	3,2	3 757,1	3 869,5	3 935,1	4 159,4
Dette extérieure à long terme	2,5	2 894,1	2 946,5	2 982,7	3 151,7
Part de la dette publique ou garantie par l'État (en pourcentage)		53,3	53,6	53,8	54,1
Part de la dette privée non garantie (en pourcentage)		46,7	46,4	46,2	45,9
Dette extérieure à court terme	4,3	686,7	751,4	788,9	828,1
Total du service de la dette extérieure	3,3	555,1	692,7	603,4	598,9
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État	4,8	182,9	187,1	229,7	214,0
	<i>Ratio moyen 2015-2025</i>				
Indicateurs d'endettement^d (en pourcentage)					
Total du service de la dette/exportations ^e	19,9	16,3	20,8	17,4	16,3
Service de la dette extérieure publique ou garantie par l'État/recettes publiques	7,6	7,1	6,6	7,7	6,9

Figure A.XI

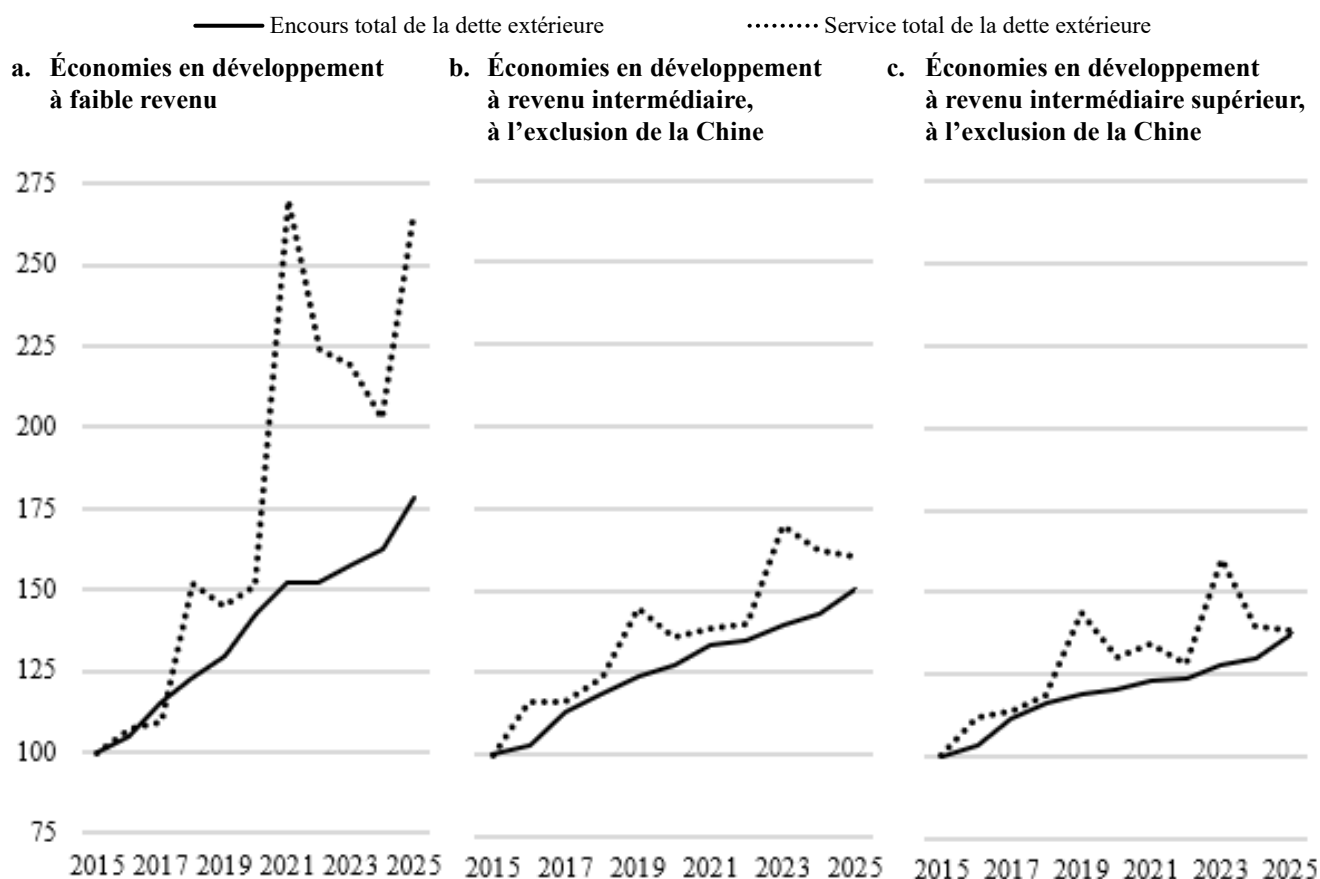
Évolution comparée de l'encours de la dette extérieure et du service de la dette (indice : 2015 = 100)

Figure A.XII

Évolution de la soutenabilité de la dette extérieure (en pourcentage)

